



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



RECEIVED

14 JUN 1957

INDEX SECTION, LIBRARY

PROVISOIRE

T/PV.813
13 juin 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT TREIZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le jeudi 13 juin 1957, à 14 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Nauru :
rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du
Nauru [4c] (suite)
2. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika :
rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du
Tanganyika [4a] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.813. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-18162

(58 p.)

DEMANDE D'AUDIENCE DU CHEF MAREALLE II

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de passer à l'ordre du jour, j'attire l'attention du Conseil sur le document T/PET.2/L.8 qui est en distribution et qui contient une lettre que j'ai reçue ce matin du chef Marealle II, chef principal des Wachagga.

La lettre porte sur sa requête d'être entendu par le Conseil à propos du Tanganyika.

S'il n'y a pas d'objections à cette demande du chef principal, je vais donner la parole au représentant du Royaume-Uni.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne vois pas d'objections à ce que l'on accorde satisfaction à cette demande.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je pense que le Conseil est d'accord. Nous allons accéder à cette demande; les mesures nécessaires seront prises.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU : RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1312, 1324; T/L.771) /Point 4 c) de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. John Herbert Jones, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de Nauru mérite, et généralement reçoit, une attention soutenue, chaque année, de la part du Conseil; cette année-ci n'a pas été une exception.

L'attention accordée au rapport indique le profond intérêt que porte le Conseil aux progrès de la population de ce Territoire vers l'objectif du régime de tutelle. Cet intérêt reflète l'importance accordée plus spécialement à certains

problèmes particulièrement difficiles qui se sont posés dans le Territoire. Les observations constructives faites au cours du débat général à propos de ces problèmes seront dûment étudiées par le Gouvernement australien. Celui-ci, ainsi que l'Administration du Territoire, seront encouragés en outre par la confiance et la reconnaissance qu'ont exprimées tant de membres du Conseil, encore qu'il faille reconnaître que le débat n'a pas été dépourvu de certaines déformations des faits.

Au cours du débat général, certains représentants se sont référés aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à propos de la question que l'on appelle généralement "Question de l'accession".

Il n'est pas nécessaire, bien entendu, que je présente une fois de plus au Conseil l'opinion générale de ma délégation sur cette question. Je voudrais cependant renvoyer les membres du Conseil aux déclarations faites à ce sujet dans le passé par le représentant de l'Australie, plus particulièrement aux observations faites à la onzième session de l'Assemblée et à la dix-huitième session du Conseil.

En ce qui concerne l'application au Territoire de Nauru de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, un commentaire supplémentaire apparaît désirable. Se trouvant devant des difficultés très réelles pour encourager les Nauruans à participer toujours plus aux affaires de l'île, particulièrement aux affaires politiques; se trouvant également devant le fait que le potentiel économique de l'île, plus particulièrement les ressources en eau, doivent être encore déterminés; se trouvant enfin devant des impondérables qui caractérisent toute la question de la réinstallation éventuelle de la population de Nauru, l'Autorité administrante ne serait pas en mesure de fournir au Conseil ni à l'Assemblée générale une évaluation de la période nécessaire pour l'accession de ce Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance, même si nous étions disposés à mettre de côté les objections de principe que nous faisons au sujet des recommandations pertinentes de l'Assemblée.

Le représentant du Guatemala, dans sa déclaration, a attiré l'attention sur le texte du paragraphe 8 du résumé fait par le Secrétariat sur la situation à Nauru (T/L.771).

Les membres du Conseil constateront que le texte du paragraphe est en contradiction flagrante avec le texte de son titre, et en conséquence avec le texte de la résolution de l'Assemblée d'où il a été tiré. Il est clair que toutes les mesures prises ou envisagées par l'Autorité administrante dans le Territoire sous tutelle de Nauru pour l'année en question, ont été prises ou envisagées dans l'intention de favoriser tous les objectifs du régime de tutelle.

En conséquence, tout ce que l'on trouve dans le rapport annuel, tout ce qui a été dit par le Représentant spécial au sujet de consultations avec les habitants, qu'il s'agisse de consultations d'importance majeure ou d'importance secondaire, de consultations officielles ou officieuses, ou qu'il s'agisse du développement dans les domaines politique économique, social ou culturel, tout cela devrait être compris comme traitant de consultations qui ont eu lieu à propos de mesures prises ou envisagées aux fins de favoriser ces objectifs.

Ayant exprimé ces remerciements et donné ces précisions, je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir donner la parole au Représentant spécial pour qu'il fasse sa déclaration finale sur Nauru.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires des différents représentants qui ont pris part à la discussion générale sur le Territoire sous tutelle de Nauru et, une fois encore, je dois exprimer ma reconnaissance pour les observations constructives et très étudiées qu'ils ont faites dans de nombreux cas.

Je voudrais, pour commencer, donner au Conseil l'assurance que mon gouvernement a pleinement conscience des importants problèmes qui, ainsi qu'un certain nombre de membres l'ont fait remarquer, sont étroitement liés au progrès et à la protection de la population de Nauru. De plus, mon gouvernement se préoccupe de façon constante et énergique de trouver une solution à ces problèmes. Dans le cadre de la discussion qui vient de se dérouler j'ai donc été heureux de constater que nombreuses sont les questions sur lesquelles l'opinion de la grande majorité des membres du Conseil et celle de l'Autorité administrante sont en fait très proches l'une de l'autre.

En ce qui concerne l'avenir de la collectivité nauruane, je pense qu'il est maintenant bien entendu que l'Administration a toujours parfaitement compris la nécessité d'étudier la question à fond, d'entreprendre des consultations et de faire des plans le plus longtemps possible à l'avance afin de ne pas troubler inutilement l'existence de la population et d'éviter toute régression dans son développement.

C'est pour cette raison que l'Administrateur a proposé au Conseil de gouvernement local de Nauru, quelque temps avant que le Conseil de tutelle lui-même se prononce sur la question, que soit établi un comité spécial du Conseil qui s'occuperait exclusivement et constamment de ce très important problème. Le Conseil de gouvernement local a adopté cette mesure. N'étant pas lui-même membre du Conseil, l'Administrateur n'est pas à proprement parler membre du Comité. Cependant, en vertu de dispositions spéciales, il assiste sans exception à ces séances et participe aux débats.

Pour de nombreuses raisons pratiques, un Comité consultatif mixte composé de représentants de l'Administration et de Nauruans a par conséquent été créé afin que des consultations se poursuivent avec le peuple nauruan. Cette procédure correspond, dans une large mesure, à la recommandation émise par le Conseil de tutelle. Il est assez surprenant que certains membres du Conseil insistent pour que cette procédure soit maintenant mise en harmonie complète avec cette recommandation. En effet, cela supposerait une participation formelle aux séances du Comité spécial de représentants des Phosphate Commissioners dont l'on s'est ici préoccupé de réduire l'influence dans les affaires du Territoire plutôt que de l'accroître.

Le représentant de la Syrie, parlant de l'avenir de la population nauruane, a déclaré que l'île de Nauru deviendrait inhabitable dans une quarantaine d'années, car elle serait alors transformée en un rocher stérile n'offrant aucun moyen de subsistance à l'homme. Cette déclaration pourrait donner l'impression que si l'on se préoccupe de chercher un nouvel habitat pour les Nauruans, c'est à cause des dommages qui auraient été causés au potentiel agricole de l'île par l'exploitation des gisements de phosphates. Le Conseil sait parfaitement qu'il n'en est rien. La région d'où le phosphate est extrait n'est pas et n'a jamais été propre à la culture, et lorsque les gisements de phosphates auront été épuisés, le potentiel agricole de l'île sera au moins aussi important qu'avant le début de l'exploitation des gisements. Si nous envisageons une réinstallation de la population, c'est principalement pour deux raisons. Tout d'abord, le niveau de vie des Nauruans a, grâce surtout aux bénéfices retirés de l'extraction des phosphates, augmenté de telle sorte qu'il a atteint un niveau bien supérieur à celui que pourraient leur assurer leurs seules ressources agricoles. Ensuite, la population de l'île s'est accrue dans une telle proportion que les ressources agricoles de l'île ne pourraient pas lui assurer ne serait-ce même qu'une simple subsistance.

Le représentant du Guatemala a parlé de mesures devant garantir l'indépendance de l'Administration vis-à-vis de la puissance économique des entreprises de phosphates qui, a-t-il dit, ont en fait absorbé cette administration. De son côté, le représentant de l'Union soviétique a exprimé l'opinion que le Territoire sous tutelle est, en fait, entre les mains des British Phosphate Commissioners. Selon l'interprétation du représentant de l'Union soviétique, l'Administration jouerait qu'une sorte de rôle auxiliaire à côté des Phosphate Commissioners. Je voudrais répondre clairement aux représentants du Guatemala et de l'Union soviétique ainsi qu'à tous les membres du Conseil qui pourraient avoir des doutes en ce qui concerne les relations existant entre l'Administration et les British Phosphate Commissioners.

que ceux-ci n'exercent aucun contrôle, quel qu'il soit, sur l'Administration du Territoire. Au contraire, ce sont les activités des Commissioners qui sont placées sous le contrôle direct de l'Administration et qui sont soumises à toutes les lois en vigueur dans le Territoire. Pour autant qu'il s'agisse d'activités strictement techniques, les Commissioners sont libres d'accomplir leur travail selon les méthodes de leur choix, mais cette liberté elle-même est sujette à des restrictions importantes. Par exemple, je rappellerai qu'en vertu de l'ordonnance foncière de 1921-1951, qui régit l'activité des Commissioners en ce qui concerne l'utilisation de terrains contenant du phosphate, il est prévu, entre autres mesures, que l'Administrateur a seul le pouvoir de décider quels terrains doivent être classés comme contenant du phosphate. L'interprétation selon laquelle les Commissioners constitueraient, en quelque sorte, un organisme autonome, est, je l'affirme, incompatible avec la véritable situation constitutionnelle, politique et pratique.

Le représentant de l'Inde a critiqué la méthode de financement du budget car il déplore que l'Administration dépende, à cet égard, des redevances payées par les British Phosphate Commissioners. Il a déclaré que ce système n'est conforme ni à l'intention ni à l'esprit de l'Accord de tutelle. Le représentant de la Syrie a dit qu'il ne parvient pas à comprendre pourquoi les contributions payées par l'industrie du phosphate devraient être adaptées aux besoins budgétaires de l'Administration, et le représentant du Guatemala a exprimé l'avis que le système actuel comporte le risque de voir le budget territorial soumis à l'influence des Commissioners.

A cet égard, je voudrais dire clairement, une fois de plus, que l'indépendance budgétaire de l'Administration vis-à-vis des British Phosphate Commissioners est complète et bien réelle. Si la procédure adoptée n'est pas courante, c'est parce qu'il a fallu faire face à une situation qui, elle non plus, n'était pas courante. Cependant, le fait que cette procédure est inaccoutumée ne doit pas suffire, en lui-même, pour qu'on la condamne.

Ce système a fonctionné d'une manière tout à fait satisfaisante durant plusieurs années; en lui-même, il constitue un progrès sur le système des redevances qu'il a définitivement remplacé. Pour l'exercice 1951-1952 (la dernière année de perception d'une redevance d'un shilling par tonne), le budget territorial s'élevait à 90.000 livres. Avec le nouveau système, le budget a gagné en scuplesse et s'est énormément accru; ainsi, en 1952-1953, sous le nouveau système, le budget a atteint 163.000 livres, en 1953-1954, 237.000 livres, en 1954-1955, 304.000 livres et en 1955-1956, - l'année que nous examinons - le budget se montait à 261.000 livres. Cette augmentation considérable du budget territorial et, en conséquence, des obligations des British Phosphate Commissioners de contribuer au budget montrent bien que les appréhensions que semblent éprouver certains membres et les affirmations avancées par d'autres, selon lesquelles le nouveau système subordonne l'Administration au British Phosphate Commissioners, sont entièrement dénuées de fondement.

Les observations formulées par plusieurs membres du Conseil au sujet du Conseil de gouvernement local pourraient donner l'impression que la tâche du Conseil de gouvernement local se borne à donner des avis à l'Administrateur. Les faits, tels qu'ils sont relatés dans le rapport annuel, prouvent que ce n'est pas le cas. En tout cas, je crois de mon devoir, dans cette déclaration, de rectifier toute impression fausse qui aurait pu se créer. Je ne cherche pas un instant à suggérer que les fonctions du Conseil de gouvernement local de Nauru peuvent être comparées à celles des organes législatifs des Etats indépendants, ni que ses pouvoirs ne sont pas, à l'heure actuelle, limités. Sur le plan administratif, le Conseil est habilité à organiser, financer, participer à toute affaire ou entreprise, à exécuter n'importe quels travaux au bénéfice des Nauruans, à organiser tous les services publics et sociaux nécessaires et à édicter des règlements en ce qui concerne une grande variété de questions; ce pouvoir d'édicter des règlements est uniquement assujéti au consentement de l'Administrateur. Comme les membres du Conseil le savent, ce consentement n'a jamais été refusé. Les fonctions de ce conseil en ce qui concerne le gouvernement local et les fonctions consultatives qu'il est encouragé à exercer sur le plan plus vaste de la législation territoriale ne peuvent pas, de l'avis de l'Autorité administrante, être considérées

comme restrictives, et ceci d'autant plus que ce Conseil, comme cela est abondamment prouvé par les faits soumis au Conseil de tutelle, n'a exercé jusqu'à présent qu'une faible partie des pouvoirs dont il a été investi.

Les fonctions actuelles du Conseil de gouvernement local sont suffisantes pour lui permettre d'exercer dans l'avenir une influence considérable, non seulement sur le plan du gouvernement local, mais encore dans le domaine des affaires territoriales. Cependant, les membres du Conseil de tutelle savent que, malgré les espoirs et les encouragements de l'Autorité administrante, le Conseil de gouvernement local n'a pas encore acquis cette influence. Aussitôt que cet organe sera à même d'assurer le plein exercice de ses fonctions actuelles, l'Autorité administrante sera heureuse d'envisager l'augmentation de ses fonctions et de faciliter le développement de cette institution.

Plusieurs membres du Conseil ont fait observer qu'il serait désirable de placer le personnel nauruan à des postes plus élevés de l'Administration et de l'organisation des British Phosphate Commissioners. Je peux donner au Conseil l'assurance que la politique constamment suivie par l'Administration vise bien cet objectif. A mesure que les programmes de formation actuellement mis à exécution doteront les Nauruans des connaissances techniques nécessaires pour exercer des emplois comportant des responsabilités, nous désignerons à ces postes un plus grand nombre de Nauruans. Mais je voudrais souligner qu'à cet égard, des progrès seront effectués avant tout si les Nauruans font preuve de bonne volonté et s'ils s'avèrent capables d'assimiler l'instruction et d'assumer des responsabilités nouvelles. En ce qui concerne la récente Ordonnance judiciaire, le Conseil de tutelle se souviendra que, dans ma déclaration liminaire, j'avais dit qu'une distinction très nette sera établie entre le judiciaire et l'exécutif. Ainsi, l'Administrateur sera dégagé de l'obligation d'examiner les appels.

Le représentant de l'Inde a demandé "comment il se faisait que la Compagnie des Phosphates du Pacifique avait acquis les droits et le titre sur les gisements de phosphates" et "comment il se faisait que la population du Territoire avait été relevée de ses droits et titres sur les gisements de phosphates". Ensuite, le représentant de l'Inde a déclaré cependant que "que ceci ait été effectué avec ou sans le consentement de la population, cela n'avait, à ses yeux, aucune importance".

Il semble donc inutile de poursuivre la question. Toutefois, le représentant de l'Inde aura étudié la déclaration que j'ai faite, sur cette question et les problèmes connexes, à la quatorzième session du Conseil de tutelle; il se sera donc rendu compte que cinquante et un ans se sont écoulés depuis l'événement dont il a parlé.

Le représentant de l'Inde a également indiqué au Conseil de tutelle ses opinions sur l'Accord signé le 2 juillet 1919 par les Gouvernements de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de l'Australie. C'est à tort qu'à plusieurs reprises il s'est référé, dans sa déclaration, à ce qu'il a appelé "l'Accord des phosphates". L'Autorité administrante n'utilise pas ce titre qui semble avoir été lancé par le représentant de l'Inde lui-même. Cet Accord a pour titre habituel (titre qui a l'avantage de ne créer aucun malentendu sur le contenu du document) : "l'Accord de Nauru".

Le représentant de l'Inde a déclaré au Conseil de tutelle que les dispositions administratives de l'Accord de Nauru avaient été supplantées par celles de l'Accord de tutelle et, à cet égard, il a attiré l'attention sur l'Article 103 de la Charte; il a également affirmé que "les dispositions relatives à l'exploitation" que l'on trouve dans l'Accord de Nauru doivent également être considérées comme affectées par l'Accord de tutelle, notamment par l'article 5 de cet Accord qui a trait à la préservation des droits sur les terres autochtones.

Pour conclure, il a dit qu'il jugeait que le maintien en vigueur de l'Accord de Nauru était "douteux étant donné le changement de circonstances". A propos de cette allusion à l'article 5 de l'Accord de tutelle, je voudrais rappeler au Conseil que la partie pertinente de cet article oblige l'Autorité administrante à "faire en sorte qu'aucun droit sur les terres indigènes en faveur de toute personne qui n'est pas un habitant autochtone de Nauru ne soit créé ou transféré, sauf avec le consentement de l'autorité publique compétente".

L'Accord de Nauru qui, entres autres, conférait certains droits aux British Phosphate Commissioners, est entré en vigueur - le Conseil le sait parfaitement, depuis cette date. Les droits auxquels semble s'être référé le représentant de l'Inde ont donc été créés auparavant et n'ont pas été transférés depuis l'adoption de l'Accord de tutelle, en 1947. On ne voit donc pas clairement comment le représentant de l'Inde a établi que les dispositions de l'Accord de tutelle relatives à la création ou au transfert des droits ont été violées. En outre, étant donné que les lois de Nauru elles-mêmes confirment les droits des British Phosphate Commissioners, on ne voit pas très bien comment le représentant de l'Inde est arrivé à la conclusion que toute mesure qui a été prise n'a pas été approuvée par l'autorité publique compétente.

Dans la mesure où le représentant de l'Inde a exprimé l'opinion que les dispositions de l'Accord de Nauru ont été remplacées par celles de l'Accord de tutelle, et dans la mesure où, à ce propos, il a invoqué l'Article 103 de la Charte des Nations Unies, je voudrais rappeler au Conseil l'opinion autorisée de l'Autorité administrante, selon laquelle les dispositions de l'Article 80 de la Charte sont plus pertinentes que celles de l'Article 103. L'Autorité administrante est convaincue, en outre, qu'il n'y a pas conflit d'obligations, objet de l'Article 103.

La question de savoir si le Conseil de tutelle reçoit des renseignements suffisants sur le fonctionnement intérieur des British Phosphate Commissioners a également été posée. La position de l'Autorité administrante à cet égard a été bien précisée périodiquement. L'Autorité administrante est prête à communiquer au Conseil des données relatives aux quantités de phosphate exportées de l'île, à la destination et à la valeur de ces phosphates. Ces renseignements figurent dans chaque rapport annuel, conformément à l'article 5 de l'Accord de tutelle. L'Autorité administrante estime que ces informations sont suffisantes pour permettre

M. Jones (Représentant spécial)

au Conseil de mener sa tâche à bien. J'ai déjà dit, et mes déclarations trouvent leur confirmation dans les rapports annuels, que les redevances et autres paiements effectués directement aux Nauruans ou dans leur intérêt propre, ne dépendent nullement des prix des phosphates et n'en subissent pas l'influence.

On a noté que certains membres ont laissé entendre, une fois de plus, que les British Phosphate Commissioners réalisaient des bénéfices au cours de leurs opérations. Le bilan des British Phosphate Commissioners, vérifié par les commissaires au compte et qui figure à la page 61 du rapport annuel, montre que ce n'est pas le cas. En ce qui concerne les stocks de phosphate détenus par les British Phosphate Commissioners en Australie et en Nouvelle-Zélande, je tiens à attirer l'attention du Conseil sur le fait que ces phosphates ne se trouvent pas dans un centre seulement de distribution, mais dans plusieurs. En outre, ces stocks, qui proviennent des exportations de phosphate des Ocean and Christmas Islands de même que de Nauru, ont diminué de plus d'un million de tonnes au cours des deux dernières années.

Je comprends les orateurs qui ont dit qu'il était nécessaire d'encourager le développement de l'agriculture et de l'industrie de la pêche, mais je pense que les critiques formulées par un ou deux représentants montrent qu'ils ne comprennent pas nettement les réalités de la situation dans le Territoire, non plus que les efforts déployés par l'administration dans ces domaines. Ce n'est pas la première fois, mais la seconde, que l'Administration a tenté d'intéresser les Nauruans à la création d'une industrie de la pêche et les mesures prises pour développer le potentiel agricole limité de l'île devraient maintenant être connues de tous les membres du Conseil. L'Administration continuera de faire tout ce qui est possible, compte tenu des circonstances, pour développer à la fois la pêche et l'agriculture. Cependant, sans parler des difficultés matérielles que l'on connaît, le succès ou l'échec de tels efforts dépendra dans l'avenir, comme dans le passé, pour une bonne part, de la réaction des Nauruans eux-mêmes.

Dans le domaine de la santé, de nombreux membres du Conseil ont exprimé leur satisfaction pour ce qu'avait fait l'Administration et pour les services de santé fournis à la population. Cependant on a exprimé quelque inquiétude quant à la fréquence de la tuberculose dans le Territoire. Je puis assurer le Conseil que l'Administration est parfaitement consciente du fait qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures propres à éliminer cette maladie de l'île.

M. Jones (Représentant spécial)

En fait, c'est la raison pour laquelle, ainsi que de nombreux membres l'ont compris, des dispositions ont été prises pour qu'une équipe de la New South Wales Anti-Tuberculosis Association se rende dans le Territoire. Au cours de l'attaque concertée dont le problème fait l'objet, on ne négligera évidemment aucune des possibilités nouvelles qui s'offriront pour donner aux Nauruans une éducation concernant la pratique d'une hygiène élémentaire. La question de savoir si les services d'un spécialiste en tuberculose résident seront nécessaires dans l'île est bien entendu d'ordre technique et elle sera réglée en temps opportun par les autorités compétentes.

Nombre de représentants ont marqué leur satisfaction pour les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire. Je suis certain que l'Autorité administrante trouvera là un encouragement. Cette dernière attache une grande importance à l'évolution survenue dans ce domaine et elle s'efforce, en particulier, de donner aux Nauruans les connaissances techniques et autres, ainsi que l'expérience, ce qui facilitera leur participation à l'administration du Territoire et assurera à l'avenir leur bien-être économique, dans le cas où leur collectivité devrait être réinstallée ailleurs.

Certains représentants ont estimé qu'un cycle complet d'enseignement secondaire devrait être créé dans le Territoire même. Je puis dire, à cet égard, que dès que l'Autorité administrante estimera qu'il y a suffisamment d'étudiants pour justifier le recrutement de personnel complémentaire et les investissements considérables qui en découleraient, elle ajoutera des classes au cycle secondaire pour mener les élèves jusqu'au matriculation standard. Dans l'intervalle, on continuera d'accorder des bourses d'étude aux Nauruans pour leur permettre d'obtenir un Intermediate Certificate et d'aller en Australie pour y continuer leurs études secondaires.

L'Autorité administrante, comme dans les années précédentes, examinera avec le plus grand soin les observations et les suggestions qui ont été présentées au Conseil par l'UNESCO.

Pour conclure, je tiens à redire combien je suis reconnaissante aux membres du Conseil pour leurs nombreux et intéressants commentaires et pour l'amabilité et les égards dont j'ai été l'objet au cours de la discussion du rapport au Conseil de tutelle.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'ai suivi très attentivement la réponse du Représentant spécial et j'étudierai certainement les observations qu'il a faites au sujet de l'origine de la situation actuelle. Toutefois, les explications fournies à propos de certains points soulevés par ma délégation n'ont pas fait toute la lumière désirable. Je crois toutefois avoir compris l'observation principale du Représentant spécial, à savoir que les droits concernant les phosphates ont été transférés avant l'entrée en vigueur de l'Accord de tutelle et que, par conséquent, en vertu de l'Article 80 de la Charte, ces dispositions demeurent valables, ce qui est parfaitement logique. Dans ces circonstances, les dispositions de l'article 5 de l'Accord de tutelle ne peuvent avoir qu'un sens extrêmement restreint.

J'ai également constaté que, selon le Représentant spécial, il n'y a pas de conflit d'obligations au sens de l'Article 103 de la Charte des Nations Unies.

Ce sont là des questions d'interprétation et, si c'est nécessaire ma délégation envisagera l'utilité pour l'Assemblée de renvoyer la question à la Cour internationale de justice, conformément à l'Article 96 de la Charte.

Constitution du Comité de rédaction

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a terminé l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru et il doit maintenant nommer un Comité de rédaction.

Je propose que ce Comité soit composé des représentants du Guatemala, de l'Italie, de l'Union soviétique et des Etats-Unis.

S'il n'y a pas d'objections, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

M. Jones, Représentant spécial, se retire.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA : RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA (T/1286, 1304, 1317, 1318; T/L.772) [point 4 a) de l'ordre du jour]

Sur l'invitation du Président, M. Fletcher-Cooke, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Avant la fin de la séance de ce matin, j'avais indiqué mon intention de poser quelques questions sur l'exercice des libertés publiques dans le Territoire. Ainsi que l'Autorité administrante s'en doute, nous attachons beaucoup d'importance à cette question, non seulement parce que l'exercice des libertés publiques est garanti par l'Accord de tutelle, mais également parce que, si ces libertés n'existent pas dans le Territoire, les élections générales à venir seront dépourvues de sens. En vertu de l'Accord de tutelle, la seule limitation imposée est celle du maintien de l'ordre. Ce matin, le Représentant spécial nous a dit qu'il avait été nécessaire de prendre des mesures contre certaines sections de la Tanganyika African National Union, en vertu de la loi sur les sociétés. Il a ajouté, je crois, qu'il serait disposé à donner au Conseil des exemples de ce qu'il a appelé "une usurpation d'autorité de la part de ces sections". Nous voudrions obtenir des détails à cet égard. Quelles sont les méthodes employées par ces sections et quelles en ont été les conséquences? Y a-t-il eu rupture de l'ordre public? Quel a été le nombre des personnes condamnées et quelle a été la nature des condamnations prononcées?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

La réponse à cette question peut demander une bonne partie du temps du Conseil. En effet, la liste des questions que je pourrais, à juste titre, évoquer dans ma réponse au représentant de l'Inde est assez longue.

Je crois qu'il serait bon que je parle d'abord de la section de la Tanganyika African National Union de Korogwe, dans la province de Tanga, dont l'enregistrement, ainsi que je l'ai indiqué ce matin, a été annulé le 15 janvier. Le Registrar of Societies a décidé d'annuler l'enregistrement de cette section de la TANU pour les raisons suivantes. En premier lieu, elle avait adopté pour politique de grossir les doléances de la population, même celles concernant des questions très secondaires et quel qu'en soit le caractère, c'est-à-dire les doléances concernant des questions de bornage de propriétés, mettant en cause quelques personnes seulement ou oubliées depuis longtemps. Dans un autre cas, cette section de la TANU a essayé d'empêcher une scierie d'enlever des arbres qui, pourtant, avaient été abattus avec l'assentiment du Service forestier. Dans tous les cas, il s'agissait d'un mépris des lois ou d'une ingérence dans leur application.

En octobre 1956, des réunions publiques non autorisées ont été organisées pour susciter une opposition au projet très nécessaire de conservation du sol entrepris par les autorités autochtones légalement établies. En outre, cette section avait également procédé illégalement à des collectes, ce qui avait obligé les autorités de police à lui donner un avertissement très sérieux.

En novembre 1956, un membre de la TANU a effectué une tournée dans le district, en déclarant que la TANU était maintenant le gouvernement du Territoire et que nul n'était plus tenu d'obéir au gouvernement ou aux autorités autochtones. Malgré les avertissements donnés, cet homme a été autorisé par son organisation à poursuivre sa campagne; la section a donc partagé la responsabilité de ce délit pour lequel le coupable a été arrêté et condamné. Je regrette de ne pouvoir donner au représentant de l'Inde le renseignement qu'il a demandé quant à la nature de la condamnation prononcée.

Il est, je crois, intéressant de noter que les travaux afférents à ce projet de conservation du sol, indispensables au bien-être du Tanganyika, se sont trouvés au point mort pendant ces événements et qu'il en a été ainsi, dans une région du district de Korogwe, pendant le procès de cet homme.

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

On a estimé qu'il y avait là une épreuve de force entre le gouvernement et la TANU. Après la condamnation de ce membre de la TANU, celle-ci n'a rien fait pour l'expulser ou le radier de la liste de ses adhérents. D'autre part, assez longtemps après, des avocats, agissant au nom de la TANU, ont laissé entendre au gouvernement que, si cet homme était expulsé, le gouvernement serait peut-être prêt à accepter à nouveau l'enregistrement de la section de Korogwe. Je n'ai pas besoin de faire remarquer aux membres du Conseil qu'un tel marchandage est tout à fait différent d'un désaveu spontané prononcé immédiatement au moment de la condamnation qui, je le répète, a été rendue par des tribunaux légalement établis.

L'enregistrement de la section du district de Handeni a été annulé le 17 avril 1957. En septembre 1956, le représentant local de la TANU a provoqué une agitation dont le but était de faire déplacer une autorité autochtone; il a été appuyé dans son action par le président de la section de district de la TANU. Au cours des mois suivants, le président de la sous-section a déclaré en public que la population de la région ne devait pas respecter la loi sur les réserves en cas de disette en ce qui concerne les plantations de cassave et de sorgho. J'indique en passant que cette loi a fait davantage que toute autre mesure pour supprimer dans le Territoire la menace de famine, étant donné que la cassave résiste à la fois à la sécheresse et aux sauterelles.

Deux mois plus tard, au cours de la même année 1956, des dirigeants de la TANU, dans une autre région du même district, ont encouragé l'opposition à la loi sur les réserves en cas de disette, pour cette raison spécieuse que la coercition est contraire à la dignité humaine. Ils ont invoqué indûment, de l'avis du Gouvernement du Tanganyika, la Déclaration des droits de l'homme à l'appui de leur opposition à toutes les lois sur la culture.

Au cours du même mois - décembre 1956 - le président de la sous-section a sommé un homme à se présenter avec sa fille au bureau de la TANU "pour y être poursuivi" et il l'a menacé de l'arrêter si cette sommation de la TANU - qui, bien entendu, n'était nullement légale - n'était pas respectée. Cet incident a entraîné l'arrestation du président qui avait délivré cette sommation et il a été condamné par la suite. Bien qu'au moment de sa condamnation il ait démissionné de la TANU, le délit a été commis alors qu'il en faisait encore partie.

AS/HA

T/PV.813
- 24/25 -

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

Je dispose ici de détails sur les trois autres sections dont j'ai parlé : celle du district de Pangani, dont l'enregistrement a été annulé, et celles de Lushoto et Kondo Irangi, dont l'enregistrement a été refusé. Je suivrai les directives du Président et je lui demanderai de m'indiquer s'il désire que je continue à donner les détails de ces incidents, ce que je suis disposé à faire si je n'abuse pas ainsi du temps du Conseil.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Inde désire-t-il que ces détails lui soient communiqués ici ou, plus tard, hors de la salle du Conseil?

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je serais heureux que l'on me fournisse ces renseignements, soit au Conseil, soit en dehors du Conseil si vous estimez que ces réponses prendraient trop de notre temps ici.

Nous sommes navrés d'apprendre qu'il a été nécessaire d'interdire au Président du TANU de prononcer des discours en public. Je crois que le Représentant spécial nous a donné quelques raisons générales de cette décision. Pourrait-il citer certains passages des déclarations faites par le Président du TANU, passages qui auraient permis de craindre que de telles déclarations en public ne sèment le désordre ou ne nuisent aux bonnes relations entre les races dans le Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais d'abord dire que, lorsque le discours - c'est-à-dire le discours principal qui a poussé le gouvernement à conclure qu'il ne pouvait pas permettre au Président de parler au cours de ces réunions publiques - a été prononcé le 27 janvier 1957, le Président lui-même avait pris les dispositions nécessaires pour que son discours fût enregistré sur magnétophone. Par la suite, pour justifier la thèse suivant laquelle son discours ne contenait aucune provocation, il a proposé de fournir au gouvernement un exemplaire de cet enregistrement. Un fonctionnaire supérieur du gouvernement l'a accompagné au lieu où se trouvait la bande enregistrée, et ils l'ont écoutée ensemble. Pendant cette audition du discours, le fonctionnaire supérieur qui, bien entendu, parle couramment le souhaéli - le discours avait été prononcé en souhaéli - a relevé onze passages, je crois, qui, en raison de leur contenu et du contexte, pouvaient être considérés comme relevant de la catégorie des "provocations", dont j'ai déjà parlé. Il dit alors qu'il serait heureux de profiter de l'offre faite par l'orateur - c'est-à-dire le Président du TANU - et d'avoir un exemplaire du discours sur bande à sa disposition, pour utilisation par le gouvernement. Le Président du TANU a immédiatement retiré son offre et n'a jamais fourni d'exemplaire de son discours au gouvernement.

Ceci étant, je dois naturellement dire que toutes les citations que je pourrais faire ne reposeraient pas sur un enregistrement textuel du discours, car nous n'avons jamais obtenu d'exemplaire de cet enregistrement, quoi qu'il nous eût été proposé à l'origine. Par conséquent, ces références sont surtout tirées de comptes rendus indirects. Cependant, si le Conseil le désire, je peux certainement me référer à certains de ces extraits.

Par exemple, le Président du TANU, au début de ses remarques, a mentionné la façon peu équitable dont la presse avait parlé des affaires du TANU, et il a dit que, juste avant son retour lors de sa dernière visite aux Etats-Unis, on avait accordé une grande publicité à l'affaire de Korogwe, dont je viens de donner des détails au Conseil. Comme il le dit, la presse avait assuré une certaine publicité à cette affaire, dans laquelle un membre du TANU avait parlé lors d'une réunion publique et avait déclaré à ses auditeurs que le TANU était le gouvernement; ceci était absurde, naturellement, puisque le TANU n'était pas encore le gouvernement. Cet homme a été inculpé devant un tribunal et condamné; la presse a fait grand cas de cet événement.

Ensuite, il a introduit un élément qui, sans aucun doute, a élevé la température de cette réunion à laquelle assistaient, comme je l'ai déjà dit, 30.000 à 35.000 personnes. Il déclara, par exemple, que, le jour de son retour des Etats-Unis, une Européenne aurait été insultée et intimidée par des membres du TANU; et, bien entendu, comme le dit l'orateur, la presse avait donné une grande importance à cette affaire. Il réitéra ce qu'il avait déjà dit, à savoir qu'il n'appuyait pas une attitude insultante ni des actes de violence, sous quelque forme que ce soit. Cependant, dit-il, cette histoire comportait un autre aspect, à savoir qu'un nombre d'Africains avaient été intimidés et battus par des Européens. Il était certain que beaucoup de personnes dans l'assistance avaient été insultées et battues par des Européens. Il y eut des cris d'assentiment, et l'orateur demanda à tous ceux qui avaient subi ce genre de traitement de lever la main. La plus grande partie du public le fit. Et ainsi de suite. De l'avis du gouvernement, il suscita à ce moment-là, de toute évidence, une tension interraciale qui, heureusement, n'existe pas, ou qui n'a jamais existé jusqu'à présent en tout cas, dans notre société multiraciale au Tanganyika.

Il a fait diverses allusions au fait que le Gouvernement du Tanganyika s'était servi de ses pouvoirs législatifs pour interdire le port d'uniforme par des membres du TANU - comme il le ferait d'ailleurs pour toute organisation politique. A ce propos, il a dit ce qui suit. Lorsqu'il était à Londres, il avait entendu dire que beaucoup de membres féminins, la joie au coeur, avaient voulu revêtir un costume semblable pour le saluer. Ceci eut pour résultat la promulgation d'une loi par le gouvernement afin d'interdire le port d'uniformes. Le seul uniforme proposé

LC/AB

T/PV.812
- 28/30 -

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

était composé de vêtements féminins, qui devaient être portés avec plaisir et payés de leur propre argent. Le gouvernement l'a cependant fait interdire. Il assura tout le monde que le TANU n'avait pas d'uniformes et que toute la question était absurde. Toutefois, il dit qu'ils devaient se conformer à la loi jusqu'à ce que le gouvernement s'en lasse et il les assura qu'on ne s'en tiendrait pas là et que lorsque le TANU obtiendrait l'autonomie, les gens pourraient porter ce qu'ils voudraient. Il ajouta qu'il pensait qu'il serait bon que tout le monde se promenât nu, car cela plairait certainement beaucoup au Gouverneur.

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

Je ne crois pas devoir fatiguer le Conseil en lui donnant d'autres extraits de ce discours ainsi que d'autres discours analogues qui ont été prononcés à Moshi, si ce n'est pour souligner qu'il ne faut pas oublier les circonstances dans lesquelles ces discours ont été prononcés. Je ne pense pas que le Président de l'Union nationale africaine lui-même affirmerait que les 30 ou 35.000 personnes, approximativement, qui étaient présentes lorsqu'il a parlé à Dar es-Salam, était membre de son organisation. Un très grand nombre d'assistants appartenaient sans aucun doute à ce bas peuple sans convictions politiques qui existe dans toute grande ville et qui se trouvait là en espérant y passer un bon après-midi. Les nombreux policiers et fonctionnaires expérimentés qui étaient présents ont déclaré que ce discours, étant donné les circonstances, était tel que, s'il s'était produit un léger accident d'auto pendant que la foule se dispersait et si un Africain avait abattu un Européen ou vice versa, il y aurait certainement eu des troubles graves. Il est donc important que le Conseil tienne compte des circonstances dans lesquelles ces observations ont été faites.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'ai encore une question d'ordre secondaire sur le même sujet. Je voudrais savoir si le Président de TANU a été mis en garde avant que l'on ait interdit ses discours. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire aussi en vertu de quelle disposition juridique cette interdiction a été prononcée et dans quelles conditions la permission de tenir des réunions publiques est accordée?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce que j'ai décrit et ce que le représentant de l'Inde a considéré comme étant une interdiction n'en est pas une en réalité. Il s'agit de la Section 39(2) de l'Ordonnance de police qui figure au Chapitre 322 du Recueil des lois, dont le texte est le suivant :

(interprétation de séance)

"Toute personne qui désire convoquer une assemblée ou organiser un cortège sur une route ou une rue publique ou en un lieu public quelconque devra tout d'abord présenter une demande de permis au fonctionnaire chargé de la police et, si ce fonctionnaire est convaincu que cette assemblée ou ce cortège ne risque pas de troubler la paix, il établira un permis par écrit en spécifiant le nom de la personne à laquelle il est attribué et les conditions dans lesquelles l'assemblée ou le cortège aura lieu."

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

En fait, pour la première réunion de Dar es-Salam, un permis avait été demandé et octroyé et je crois savoir que, lorsqu'une nouvelle demande a été présentée pour la réunion ultérieure de Moshi, le permis a encore été octroyé, mais le fonctionnaire qui l'a accordé a exprimé l'espoir que les scènes et les faits qui s'étaient produits à Dar es-Salam ne se reproduiraient pas. Cependant, le discours de Moshi a été pratiquement le même, mot pour mot, que celui de Dar es-Salam et les fonctionnaires et policiers qui étaient présents à la réunion ont craint des troubles si des réunions de ce genre sur des sujets analogues devaient se poursuivre. Comme je l'ai indiqué ce matin, il aurait été parfaitement possible, au président, s'il avait voulu modifier son attitude à l'avenir, d'indiquer que telle était son intention, soit dans les discours qu'il a prononcés - et ils sont nombreux - devant les membres de sa propre organisation (ses discours sont publiés dans la presse), soit dans les communiqués et brochures qu'il publie régulièrement. Il n'y a eu aucune indication de changement de ton et, en conséquence, la permission qui avait été accordée les deux premières fois n'a pu être renouvelée.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question porte sur les syndicats. Hier, au cours de sa déclaration, le Représentant spécial a dit qu'il y avait maintenant vingt-huit syndicats enregistrés et que le nombre de leurs membres, encore faible, était de 15 à 20.000. En vertu de la nouvelle ordonnance sur les syndicats, ceux-ci doivent demander à être enregistrés. Nous voudrions savoir si des demandes d'enregistrement ont été rejetées au cours des deux dernières années, c'est-à-dire en 1955 et 1956. Nous voudrions également avoir quelque idée des conditions requises pour l'enregistrement. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire aussi si certains de ces syndicats ont des affiliations politiques particulières?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Avec la permission du Président et si le représentant de l'Inde y consent, je donnerai une réponse plus étudiée à une date ultérieure étant donné que je dois me référer à des textes de lois.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai plus de questions à poser et je tiens à remercier le Représentant spécial de la courtoisie avec laquelle il a répondu à mes questions nombreuses et détaillées. Je désire l'assurer

M. Jaipal (Inde)

que ces questions étaient nécessaires à notre avis. Les réponses du Représentant spécial nous sont très utiles et nous permettront de mieux comprendre la situation.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous voudrions tout d'abord des précisions sur certains aspects de la nouvelle loi électorale. D'après les déclarations du Représentant spécial, certains milieux, dans le Territoire, demandent avec insistance l'introduction du suffrage universel. D'après les mêmes déclarations, il semble que l'Autorité administrante ne pense pas qu'il soit possible d'accueillir favorablement cette demande. On a cité, à titre d'argument, l'opinion du professeur Mackenzie selon lequel il n'y a aucun précédent dans l'évolution constitutionnelle des autres parties du Commonwealth. Peut-on nous dire si cet argument est le seul ou si l'on a tenu compte d'autres considérations plus convaincantes et lesquelles ?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La réponse à cette question, à mon avis, est que, quoi que l'on puisse penser des avantages ou des inconvénients du suffrage universel, tous ceux qui connaissent la situation au Tanganyika doivent se rendre compte qu'il serait tout à fait irréaliste d'essayer d'y introduire le suffrage universel comme première mesure pour les premières élections à l'organe législatif central étant donné qu'il n'y a jamais eu d'élections à cet organe jusqu'à présent.

Je tiens à dire que le Gouvernement, bien entendu, a pris sa décision sur les conditions à remplir pour être électeur, non pas parce que le professeur Mackenzie, dont nous estimons beaucoup l'opinion, a dit que le suffrage universel n'avait jamais été introduit, comme première mesure, dans aucune partie du Commonwealth, mais en fonction de la situation elle-même, c'est-à-dire après avoir examiné les circonstances particulières au Tanganyika. Le Gouvernement a estimé que ce serait manquer de réalisme que d'introduire le suffrage universel à l'heure actuelle et qu'il serait préférable de commencer par le suffrage conditionnel, tel qu'il est, en fait, inscrit dans la loi. J'ajoute que, pendant la discussion du projet de loi au Conseil législatif, je me rappelle personnellement une observation par laquelle l'orateur exprimait l'espoir qu'un jour viendrait, dans un avenir qui ne serait pas trop éloigné, où le suffrage universel serait instauré. En d'autres termes, il n'y a pas eu de débat - ou pratiquement pas - sur le suffrage conditionnel qui a été accepté par le Conseil législatif.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire préciser un point encore, à la suite des explications que je viens d'entendre : y a-t-il des plans prévoyant l'établissement du suffrage universel dans un proche avenir pour les élections aux conseils locaux ou à des organismes législatifs plus élevés?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'heure actuelle il n'y a pas de plans de ce genre.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans la presse britannique, il y a eu des communications indiquant que certains partis se refusaient à participer à des élections limitées sur la base de la nouvelle loi électorale. Peut-on nous dire ce que l'Autorité administrante pense de l'influence de ces partis, si elle la juge considérable? Autrement dit, quelle part la population prend-elle à cette attitude à l'égard des prochaines élections?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est une question à laquelle il n'est tout à fait impossible de répondre. Il est exact qu'il y a quelque temps, avant que la loi prévoyant les élections dans le Territoire tout entier en 1959, soit adoptée, une ou deux personnes ont indiqué en effet qu'elles n'entendaient pas participer aux élections. A ma connaissance, ces personnes liaient cette objection à d'autres s'opposant à ce que des élections aient lieu dans une partie du Territoire et soient remises sine die dans d'autres parties. Cette objection a été levée à la suite des nouvelles propositions et, à ma connaissance, depuis que le projet est devenu loi, personne n'a déclaré qu'il entendait boycotter les élections.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique attache une très grande importance à ces prochaines élections. C'est pourquoi elle espère que le Représentant spécial l'excusera si elle pose encore quelques questions au sujet de la loi électorale.

Dans le rapport de l'Autorité administrante, il est noté que la plupart des Africains employés dans la fonction publique constituent la catégorie des fonctionnaires subalternes, c'est-à-dire une catégorie qui ne reçoit pas de pensions.

D'après les renseignements fournis par le rapport, cette catégorie d'Africains est de quelque 19.000 personnes. Pourrait-on nous dire si cette catégorie de fonctionnaires aura le droit de vote sous le régime de la nouvelle loi électorale?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cela dépend de la situation personnelle du fonctionnaire. S'il a le grade 8 - et beaucoup d'entre eux l'auront - cela signifiera qu'il remplit une des conditions nécessaires pour s'inscrire comme électeur. De même, s'il dispose de 150 livres par an - et un grand nombre d'Africains, particulièrement dans les centres urbains, disposent de cette somme, je ne suis informé des chiffres exacts - il sera certainement qualifié pour voter. Mais nous n'entendons pas naturellement placer les fonctionnaires gouvernementaux dans une classe privilégiée pour ce qui est des élections.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris les explications précédentes, il y a trois possibilités pour voter : le degré d'enseignement, le revenu et l'occupation d'un poste particulier. L'explication que nous venons d'entendre ne donne la conviction que les fonctionnaires subalternes ne remplissent pas, de ce fait même, l'une des conditions requises. Donc, ces 19.000 fonctionnaires subalternes ne tombent pas sous le coup de la troisième condition. Ai-je bien compris les explications du Représentant spécial?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette que le représentant de l'Union soviétique n'ait pas compris nos explications. C'est peut-être ma faute. Voici quelle est la situation : aucun fonctionnaire, quel que soit son rang, n'a le droit de prétendre à la qualification de détenteur d'un poste. Toutes les personnes qui revendiquent la qualité de détenteur ou de titulaire d'un poste sont des non-fonctionnaires. Puisque la question a été posée, il serait bon que je donne une liste : un membre ou un ancien membre du Conseil législatif; un conseiller ou un ex-conseiller du Conseil municipal; un membre ou un ancien membre d'une autorité établie en vertu de l'Ordonnance sur le gouvernement local; un membre ou un ancien membre d'une autorité municipale; un membre d'une autorité établie en vertu de l'ordonnance des petites agglomérations; un membre d'un Conseil consultatif provincial;

un membre d'un Conseil de district ou d'une autorité indigène; un membre d'un conseil établi avec l'approbation d'un commissaire de province; un chef ou une personne désignée pour accomplir les fonctions de chef; ou le Liwali, Wakile, Waziri, chef de tribu ou chef de municipalité établi en vertu de l'Ordonnance sur les municipalités; enfin, le large groupe des chefs de clan ou de famille.

Le résultat, c'est que toutes ces personnes ne sont pas employées par le gouvernement et, en conséquence, le représentant de l'Union soviétique ne doit pas penser qu'il y a en quelque sorte une loi pour les riches, une autre pour les pauvres, en ce sens que les fonctionnaires subalternes du gouvernement n'auront pas le droit de vote alors que les grades supérieurs y auront droit; comme je l'ai dit hier, moi-même je n'ai pas le droit de vote pour les deux ans et demi à venir au moins.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis extrêmement reconnaissant au Représentant spécial de cette précision. Mais une deuxième question se présente : ai-je bien compris qu'une personne n'ayant pas reçu une instruction élémentaire mais qui possède un revenu qui n'est pas inférieur à 150 livres par an provenant, par exemple, d'un héritage, ou bien un chef illettré, pourraient avoir le droit de vote, tandis qu'un ouvrier ou un fonctionnaire subalterne ayant poursuivi leurs études pendant sept ans ne pourront pas voter simplement parce que leur traitement ne dépasse pas 25 ou 30 livres par an? Ai-je bien compris cette manifestation de la démocratie dans le Territoire?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):
Je ne puis m'associer à la dernière remarque du représentant de l'Union soviétique.
Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'employés du gouvernement qui ne reçoivent qu'un salaire de 25 livres par an.

Ceci mis à part, son interprétation est juste. Si une personne quelconque - fonctionnaire ou non - n'a pas atteint la classe correspondant au "standard 8", et n'a pas un revenu de 150 livres par an, si en outre elle n'est pas qualifiée à d'autres titres - ce qui est peu probable dans le cas d'un fonctionnaire gouvernemental - cette personne n'aura pas le droit de vote. Par contre, un illettré disposant d'un revenu de 150 livres par an, ou même si, ne disposant pas de ce revenu, il est détenteur d'un des postes entrant dans la liste dont j'ai donné lecture, pourra être inscrit parmi les électeurs.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe : Afin de bien préciser la situation et de faire clairement ressortir la vérité, je voudrais revenir encore une fois sur certains points. Je ne sais pas quel est le niveau exact du salaire des fonctionnaires, mais je sais par contre qu'un coupeur de sisal reçoit une livre 19 shillings pour 30 jours ouvrables de travail, et un nettoyeur de sisal une livre 8 shillings pour la même période. Il ne s'agit même pas de mois, mais de périodes de 30 jours ouvrables. J' imagine que c'est là un salaire minimum. Quoi qu'il en soit, ce salaire est inférieur à 25 livres par an. Le salaire minimum serait-il 4 ou 5 fois supérieur à cette somme, qu'il n'atteindrait cependant pas le chiffre minimum fixé pour qu'un salarié reçoive le droit de vote. Pourtant, ces hommes à qui on refuse le droit de vote, on n'hésite pas à leur reconnaître le droit de travailler.

Il ne me semble par conséquent pas très exact de prétendre qu'il n'y a pas de division entre riches et pauvres. La situation, en effet, semble bien se présenter d'une manière toute différente. Un chef illettré mais riche pourra voter, ainsi qu'un homme vivant de rentes supérieures à 150 livres par an, alors qu'un homme ayant fait 7 ou 8 ans d'études mais dont le salaire n'atteint pas 150 livres par an n'aura pas le droit de vote. Selon moi, cet homme sera doublement puni, puisque d'une part, il ne recevra pas un salaire suffisant pour lui procurer, ainsi qu'à sa famille, une vie décente, et que d'autre part, il sera privé du droit politique le plus élémentaire. Telle est la conclusion que je retire des renseignements qui m'ont été donnés.

Puis-je maintenant passer à ma question suivante, ou le Représentant spécial désire-t-il répondre à cette dernière observation?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Je voudrais répondre à cette observation. Le représentant de l'Union soviétique semble partir de l'idée que 8 ans d'école - disons de 5 à 13 ans - représentent le seul moyen d'acquérir la connaissance des affaires publiques et de se préparer aux responsabilités civiques. Le Gouvernement du Tanganyika ne raisonne pas tout à fait ainsi et estime qu'un chef, ne saurait-il ni lire ni écrire, qui a l'habitude d'assister à des conseils et de prendre des décisions pouvant intéresser une dizaine de milliers de personnes sera plus qualifié pour exercer le droit de vote qu'un particulier qui aura suivi l'école jusqu'à la septième année.

J'ai écouté avec intérêt les chiffres cités par le représentant de l'Union soviétique. Bien qu'il n'ait pas précisé la catégorie de travailleurs dont il a parlé, je suppose qu'il entendait citer le cas des salariés. Il se rappellera, cependant, la loi sur les salaires minimums à laquelle j'ai fait allusion hier et qui vient d'être promulguée à Dar-es-Salam, bien qu'elle ne soit pas encore appliquée dans tout le Territoire. Je n'ai pas les chiffres exacts sous les yeux, mais je sais que cette loi prévoit un salaire minimum au moins 7 ou 8 fois supérieur à celui que le représentant de l'Union soviétique a cité.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous n'estimons nullement que l'expérience civique d'un individu ne s'acquiert qu'à l'école, en 7 ou 8 années d'instruction primaire. Ce n'est pas ce que nous prétendons, et c'est pourquoi nous estimons que le suffrage universel est préférable à la méthode dont il est question ici. Après tout, c'est l'Autorité administrante qui a introduit cette méthode, et c'est donc elle qui en est responsable. Pour notre part, nous ne la considérons ni comme satisfaisante, ni comme progressiste.

Quant au décret dont vient de nous parler le Représentant spécial, je dirai tout d'abord qu'il prévoit des salaires minimums très bas qui, dans la plupart des cas, ne permettraient pas à ceux qui les reçoivent de participer aux élections, et j'ajouterai que ces normes ne concernent que la capitale, et par conséquent ne touchent pas la très grande majorité de la population autochtone. Nous relevons là une preuve de plus de ce que nous n'appellerons pas une discrimination totale, mais en tous cas une discrimination partielle.

Dernière question : La circulaire du 15 décembre 1953 qui interdit aux fonctionnaires du gouvernement d'être membres de partis politiques est-elle toujours en vigueur?

JM/CG

T/PV.813.
-43/45-

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Ma réponse sera : oui.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Une question complémentaire s'impose alors : cette loi s'applique-t-elle aux 19.000 fonctionnaires de grades inférieurs dont j'ai parlé? En outre, comment l'existence de cette circulaire est-elle compatible avec la déclaration du Représentant spécial qui nous a dit que l'Autorité administrante encourageait par tous les moyens possibles le développement des partis politiques.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Tout d'abord, cette circulaire ne s'applique pas, bien entendu, aux dizaines de milliers d'employés payés sur une base différente de celle qui est en vigueur pour les fonctionnaires ordinaires.

En 1951, la Mission de visite s'est déclarée satisfaite de la politique du Gouvernement du Tanganyika à cet égard en relevant qu'il ne serait pas souhaitable que les fonctionnaires prennent une part active à la vie politique et qu'il était préférable de maintenir le système actuel selon lequel la qualité de fonctionnaire doit rester étrangère à la vie politique et à l'activité des partis.

En outre, il ne faut pas négliger le fait que 38 pour 100 - peut-être ce chiffre n'est-il pas tout à fait exact, d'ailleurs - des Africains ayant reçu une instruction supérieure entrent au service du gouvernement, ce qui signifie que les 60 et quelques pour 100 restants choisissent d'autres fonctions que le fonctionnariat et sont ainsi parfaitement libres de participer à la vie politique du Territoire.

La séance, suspendue à 16 heures, est reprise à 16 h. 25.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole aux membres du Conseil qui désirent poser d'autres questions, je demanderai au Représentant spécial d'exposer les réponses qu'il a l'intention de faire à certaines questions formulées au début de l'après-midi par le représentant de l'Inde.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Inde m'a demandé dans quelle mesure les conseils de sous-chefferies sortent des limites des tribus. Je crois pouvoir répondre ce qui suit : Les conseils de sous-chefferies ou tous autres conseils institués au même niveau ne suivent pas nécessairement les limites des tribus; leur composition ne se borne pas à comprendre des Africains d'une seule tribu. Il peut y avoir, par exemple, dans une tribu importante, plusieurs conseils de ce genre agissant dans le cadre d'une région dirigée par une autorité autochtone. En outre, dans de nombreuses régions où vit une population africaine mélangée, un certain nombre de tribus peuvent être représentées au même conseil. Mais il est exact d'affirmer, en qualité de généralisation, que, dans les régions rurales, les habitants africains dont les affaires relèvent d'un conseil de ce genre sont normalement ou principalement des membres d'une tribu, celle de la sous-chefferie ou l'autorité locale intéressée.

Ensuite, le représentant de l'Inde m'a posé quelques questions au sujet des syndicats; il a demandé en premier lieu si l'enregistrement avait été refusé à des syndicats en 1955 ou en 1956. Je crois savoir que l'enregistrement n'a été refusé à aucun syndicat; les seuls syndicats qui ont été rayés des registres sont ceux qui, en fait, avaient cessé d'exister.

Le représentant de l'Inde a également posé des questions sur les conditions requises pour l'enregistrement. Ces conditions figurent dans l'Ordonnance No 48, relative aux syndicats, prise en 1956, et qui, très certainement, doit pouvoir être trouvée à la bibliothèque. Je renvoie le représentant de l'Inde à la section 13, qui énumère les circonstances dans lesquelles un greffier peut refuser d'enregistrer un syndicat; je le renvoie également au tableau indiquant les conditions particulières qu'un syndicat doit remplir avant de pouvoir être enregistré.

MVE/JM.

T/PV.813

- 47 -

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

Le représentant de l'Inde a demandé enfin si certains syndicats avaient des affiliations politiques. Je répondrai que, sans aucun doute, - bien que cela ne soit ni officiel ni officieux - certains syndicats sont affiliés à la Tanganyika African National Union, ou du moins sont dans une certaine mesure influencés par cette association.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Tout d'abord, je voudrais féliciter le Représentant spécial pour son remarquable exposé liminaire; en fait, il a grandement facilité la tâche du Conseil; ses déclarations constituent, non seulement une mise à jour des renseignements du rapport annuel de l'Autorité administrante, mais donne des commentaires extrêmement complets, clairs et intéressants sur la grande variété des problèmes qui se posent dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika.

Aussi n'ai-je que peu de questions à poser, et même singulièrement peu en ce qui concerne le développement politique. Cependant, je voudrais demander au Représentant spécial quelques explications sur les déclarations qu'il a faites hier et qui figurent à la page 41 du compte rendu sténographique de la séance d'hier (T/PV.811). Si j'ai bien compris, il a été décidé que l'on procéderait en janvier prochain à l'élection d'environ 60 pour 100 des membres non fonctionnaires des conseils municipaux d'Arusha et de Morogoro; d'autre part, le représentant spécial a signalé que le principe de l'élection a été accepté pour la municipalité de Dar es-Salam et pour les conseils municipaux de Lindi, Dodoma, Moshi, et quelques autres villes encore.

Le Représentant spécial pourrait-il me dire comment s'explique la diversité de ces régimes; de qui dépend l'acceptation du principe de l'élection?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A cette question, je peux répondre que l'Administration ne désire nullement imposer les élections aux autorités locales; il est prévu que l'initiative doit émaner des autorités locales elles-mêmes.

Au sujet d'Arusha et de Morogoro, l'initiative a été prise et les grandes lignes d'un accord sur la forme des élections ont été tracées dans le cadre de l'Ordonnance; ces cas ont été réglés facilement et rapidement. Certains indices permettent de penser que, dans d'autres cas, une initiative est imminente; mais il reste encore des points à discuter. Bref, on peut dire que ce sont les conseils intéressés qui prennent l'initiative de demander que l'Ordonnance soit appliquée en ce qui concerne leur cas.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) Le Représentant spécial pourrait-il me dire, en outre, si, en ce qui concerne le système électoral dont on envisage l'application aux municipalités et aux villes, on se propose de suivre la méthode de suffrage qualitatif, valable aussi pour les élections générales, ou si une autre méthode de suffrage peut être éventuellement envisagée et décidée par les municipalités elles-mêmes?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les conditions normales, en ce qui concerne les élections des régions urbaines pour les élections au gouvernement local, sont les suivantes : le futur électeur doit avoir vingt et un ans et avoir résidé pendant au moins six mois, au cours de l'année précédente, dans la région en question. Il doit être propriétaire ou occuper des lieux, sis en totalité ou en partie dans la région, d'une valeur annuelle nette n'étant pas inférieure à la valeur prescrite, celle-ci pouvant varier d'une région à l'autre. Les personnes remplissant ces conditions ont le droit de se faire inscrire en tant qu'électeurs dans la circonscription où se trouvent ces lieux. En outre, il y a d'autres conditions d'ordre professionnel. Toute personne possédant ou occupant des locaux à usage exclusivement commercial a le droit de se faire inscrire comme électeur.

Si le représentant de la Belgique désire de plus amples détails, je le prierai de se référer à la loi sur les élections au gouvernement local dans les régions urbaines dont j'ai un exemplaire.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Dans ma dernière question, je voudrais revenir sur un point qui a déjà été évoqué par le représentant de l'Inde, notamment celui de l'organisation politique dans les zones rurales. La structure politique dans ces zones, telle qu'elle est décrite à la page 24 du rapport, apparaît d'une diversité qui déroute un peu le lecteur. Evidemment, cette diversité s'explique aisément quand on connaît la variété extrême des situations ethniques, coutumières et traditionnelles auxquelles ces structures doivent s'adapter. Mais, dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial nous a indiqué que l'on s'oriente maintenant vers une forme d'organisation plus homogène et qui aurait le district pour base. Ce me semble être une excellente solution lorsque le district correspond à une division traditionnelle - ce qui sera très souvent le cas - mais il peut aussi y avoir des cas où une communauté politique coutumière - ethnique

M. Claeys Bouuaert (Belgique)

par exemple - dépasse le cadre du district et a, en fait, une vie politique encore active. La politique du gouvernement serait-elle, dans ces cas là, de diviser purement et simplement cette entité?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Non. Ainsi que le Conseil a pu s'en rendre compte d'après l'examen fait, les années précédentes, des affaires du gouvernement local, la politique du Gouvernement du Tanganyika, notamment dans les régions rurales, est essentiellement une politique de souplesse. Nous avons commencé par deux conseils de comté. L'un est un organisme créé par la loi; l'autre a été qualifié de "conseil fantôme" dans différents rapports. C'était un organisme officieux qui n'était pas prévu par la loi et on espérait qu'il pourrait, par la suite, être doté d'un statut en bonne et due forme. Mais, pour les raisons que j'ai brièvement exposées hier, on a considéré qu'il ne donnait pas de très bons résultats. Il en est question, d'ailleurs, dans le rapport de 1955. L'expérience du Conseil de comté, qui englobe donc plusieurs districts, n'a pas donné toute satisfaction, en tout cas dans les régions choisies. Toutefois, il est évident que si les circonstances étaient telles qu'un groupe ethnique apparaisse dans plus d'un district, rien n'empêcherait de constituer une unité plus grande de gouvernement local. La seule raison pour laquelle il n'en a pas été ainsi est que les deux conseils dont on a fait l'essai ne se sont pas révélés satisfaisants. En d'autres termes, il s'agit surtout d'une question de tâtonnements et, en particulier, d'essayer de répondre au désir de la population locale. Si la population désire une organisation de gouvernement local couvrant plus d'un district et si cette organisation se révèle satisfaisante, il sera répondu à ce désir. Mais, d'autre part, si la population manifeste, comme elle l'a fait généralement, une préférence pour un organisme limité au district, c'est à cette forme d'organisation qu'on s'arrêtera.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Il semble qu'à ce stade déjà avancé, la plupart des questions que j'avais l'intention de soulever aient déjà été posées. Cependant, j'ai encore quelques questions d'ordre général à poser au Représentant spécial. Avant de le faire, je voudrais saisir cette occasion de souhaiter la bienvenue à M. Fletcher-Cooke.

Dans la déclaration qu'il a faite hier, le Représentant spécial a signalé que la loi sur les élections au Conseil législatif, qui a été adoptée, était fondée sur le rapport du Comité du suffrage. A cet égard, le Représentant spécial peut-il m'indiquer la composition de ce Comité et me dire qui y était représenté? Sur quelle base ou sur quel critère les représentants à ce Comité ont-ils été élus ou désignés?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Comité du suffrage était présidé par le Secrétaire principal et il ne comprenait qu'un seul autre membre fonctionnaire, M. Grattan-Bellew, que les membres du Conseil de tutelle connaissent bien. Les autres membres étaient tous non fonctionnaires et, pour la plupart, mais non exclusivement, membres du Conseil législatif. Sir Charles Phillips et M. Ivor Bayldon sont tous deux membres européens du Conseil législatif; le Chef Lugusha et M. Patrick Kirambi sont aussi des membres africains; Mme Keeka et M. Shah sont également membres asiatiques du Conseil législatif. Il y avait deux autres membres, le Chef Thomas Marealle, dont le nom a déjà été mentionné aujourd'hui devant le Conseil de tutelle, et un autre membre asiatique, M. Al Noor Kassun; ces deux derniers ne sont pas membres du Conseil législatif.

Pour répondre à la deuxième partie de la question, j'ajouterai que ces membres ont été désignés par le Gouverneur pour faire partie de ce Comité et qu'ils n'ont pas été élus. Dans la mesure où ils étaient membres du Conseil législatif - auquel, bien entendu, ils avaient été désignés - ils étaient certainement à même de tenir compte des opinions exprimées par les représentants des circonscriptions qu'ils représentaient au Conseil.

U PAW THIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante est relative aux élections qui seront organisées dans deux ans environ. Nous avons accueilli avec satisfaction la nouvelle que les élections n'auront pas lieu selon une liste électorale commune. Cependant, le Représentant spécial, dans sa déclaration d'hier, a indiqué que "le système actuel, qui veut que chaque circonscription ait trois membres, un de chaque race, sera maintenu" et que l'"on obtiendra ce résultat en exigeant de chaque électeur qu'il vote dans sa circonscription pour un candidat de chaque race". (T/PV.811, p. 47).

A cet égard, je voudrais demander au Représentant spécial si cela ne signifie pas que l'on utilisera la liste commune pour élire des candidats séparés ou des représentants des trois races. En d'autres termes, cette disposition n'aura-t-elle pas pour effet d'empêcher les électeurs, dans un district donné et sans considération de race, de choisir un candidat, quelle que soit la race à laquelle il appartient?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas certain d'avoir parfaitement saisi l'objet de la question, mais je m'efforcerai de répondre à ce que je crois être la question. J'espère donner au représentant de la Birmanie le renseignement qu'il désire.

La Constitution actuelle prévoit un représentant de chaque race, avec trois représentants - un de chaque race - qui représenteront la circonscription en commun. Il est donc proposé de maintenir cette disposition lors des premières élections. Je rappellerai, en passant, au représentant de la Birmanie que les premières élections auront lieu dans un an environ et non pas dans deux ans. Ce sont les élections finales qui auront lieu dans deux ans.

Afin d'élire ces trois membres communs - c'est-à-dire de pourvoir les trois sièges, un par représentant de chaque race - les électeurs doivent voter pour un candidat de chaque race, à moins, bien entendu, qu'il n'y ait qu'un seul candidat pour l'un des trois sièges. Dans ce cas, il sera élu sans opposition et son nom ne figurera pas sur le bulletin de vote.

Pour les raisons que j'ai données ce matin au représentant de l'Inde, le Gouvernement du Tanganyika estime que s'il était décidé que les électeurs figurant sur la liste commune seront libres de voter pour tous les candidats ou pour n'importe lequel d'entre eux se présentant pour les trois sièges, nous pourrions, en fait, revenir - "revenir" n'est pas le terme exact car, heureusement, nous n'avons jamais connu cette situation au Tanganyika - à des listes communes plutôt qu'à une liste commune. En effet, il pourrait se produire que les électeurs ne voteraient que pour les personnes de leur propre race, ce qui leur serait possible s'il n'existait pas de dispositions en vertu desquelles ils doivent voter pour les personnes appartenant aux autres races.

J'espère avoir ainsi répondu à la question. Si ce n'est pas le cas, je serai heureux de donner d'autres précisions.

AS/HA

T/PV.813
- 58/60 -

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse d'avoir posé ma question de façon quelque peu obscure, mais le Représentant spécial en a bien saisi l'objet et il y a répondu pleinement.

Ma question suivante se rapporte à un fait mentionné par le Représentant spécial dans sa déclaration. Nous savons qu'il y a maintenant trente et un fonctionnaires de district africains et que l'on prévoit huit autres postes pour l'exercice 1957-1958. Le Représentant spécial peut-il nous dire si, parmi les trente et un fonctionnaires de district africains, il y a des magistrates?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai les chiffres sous les yeux. En ce moment, il y a un Africain qui exerce les fonctions de magistrat de deuxième classe, et six Africains qui exercent les fonctions de magistrat de troisième classe. Ce nombre augmentera évidemment au fur et à mesure qu'augmentera le nombre de fonctionnaires de district africains.

Je voudrais cependant ajouter ceci : au fur et à mesure que les Africains acquièrent les qualités requises pour faire partie du barreau, ils sont attirés par le service privé plutôt que par le service gouvernemental. Ils peuvent en effet gagner davantage s'ils s'installent à leur compte. Il est regrettable que le gouvernement ne semble pas en mesure de s'assurer les services des Africains qui obtiennent les qualités nécessaires pour être admis au barreau.

U PAU HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de sa réponse. J'ai posé cette question parce que, l'année dernière, ma délégation avait remarqué l'absence d'Africains aux postes importants du pouvoir judiciaire.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Il ne me reste que deux ou trois questions à poser. Je voudrais surtout obtenir des renseignements complémentaires pour me faire une idée d'ensemble de la situation politique actuelle dans le Territoire.

Il semble que l'ordonnance de 1954 relative aux sociétés exige que les organisations politiques soient enregistrées. D'après les renseignements que nous avons reçus, il semble que cet enregistrement ait amélioré dans une certaine mesure la structure fondamentale de ces organisations et de ces partis. Je voudrais savoir quelles sont les conditions exigées pour l'enregistrement. Ces conditions sont-elles de pure forme? L'organisation doit-elle compter un nombre minimum de membres? Un parti politique par exemple doit-il présenter un statut qui détermine ses principes idéologiques? De telles conditions sont-elles requises?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, comme le représentant du Guatemala s'en sera certainement rendu compte, dans l'ordonnance relative aux sociétés il ne s'agit pas seulement des associations politiques qui doivent se faire inscrire, mais il s'agit en fait de toutes les associations ou organisations s'adressant au public, y compris les organisations bénévoles, les clubs, etc.

Dans les grandes lignes, on peut dire que cet enregistrement est une simple formalité. Les sociétés doivent être dûment constituées, doivent désigner leur conseil d'administration, doivent avoir une comptabilité régulière, et ainsi de suite, mais l'on ne pose aucune question quant à leurs objectifs - à condition, bien entendu, que ces objectifs ne soient pas illégaux. En d'autres termes, on peut former une société de toute espèce et la faire enregistrer, pour autant que ses objectifs répondent à la loi - c'est-à-dire, qu'ils ne soient pas illégaux. Comme je l'ai dit ce matin, sur 1.500 sociétés enregistrées, environ 87 d'entre elles seulement peuvent être considérées comme s'intéressant surtout à des questions politiques.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial des renseignements qu'il a bien voulu me donner. En fait, je voulais surtout savoir si l'Autorité administrante pouvait obtenir à l'avance certains renseignements quant aux principes idéologiques qui inspirent ces partis. Je pense naturellement aux organisations politiques.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas que le gouvernement considère utile d'exiger qu'un parti politique indique en détails ses buts et ses objectifs politiques. En effet, le gouvernement cherche simplement à s'assurer qu'aucun de ces objectifs ne soit contraire à la loi. Si ses buts ne sont pas illégaux, la société en question doit se faire enregistrer et convaincre le plus de personnes possible de partager et d'appuyer ses vues.

M. KERTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : En me fondant sur la réponse que vient de me donner le Représentant spécial, il m'est quelque peu difficile de lui poser d'autres questions. Cependant, j'espère qu'il voudra bien me fournir des renseignements complémentaires que je souhaite obtenir.

Il semble que les deux partis qui souhaitent avoir une grande influence dans le Territoire sont le TANU et l'United Tanganyika Party. Le Représentant spécial pourrait-il me dire quels sont les principes fondamentaux qui rapprochent ou séparent ces deux partis en ce qui concerne leur conception de la vie politique dans le Territoire?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Il m'est plus facile de répondre à cette question.

J'ai devant moi un bref manifeste émis par l'United Tanganyika Party. C'est un document qui intéressera peut-être le Conseil de tutelle. D'après ce manifeste, les convictions du parti sont les suivantes.

"Le statut de nation du Tanganyika ne peut être réalisé que si les Africains, les Asiatiques et les Européens s'unissent en frères et en Tanganyikais pour aider le pays à s'acheminer vers l'autonomie, au sein du Commonwealth.

"Il est du devoir des membres de l'United Tanganyika Party d'aider tous les habitants du Tanganyika à occuper leur place légitime dans la vie politique, économique et sociale du pays. Il est de l'intérêt bien compris de tous que les masses reconnaissent franchement les difficultés, d'ordre éducatif et économique, qu'il faut surmonter avant qu'elles puissent profiter des possibilités économiques, politiques et de l'enseignement que l'United Tanganyika Party encouragera par tous les moyens.

"Il est du devoir de toutes les races au Tanganyika de reconnaître et de comprendre le rôle que chacune d'entre elles peut jouer pour créer une nation tanganyikaise sur la base de l'égalité et de la confiance réciproque. L'évolution vers l'autonomie doit être un processus de développement, qui va en s'élargissant, afin que le futur gouvernement du Tanganyika représente le peuple entier. Il faut franchement reconnaître que les gouvernements futurs du Tanganyika seront africains avant tout et que la rapidité avec laquelle ils assumeront leurs responsabilités dépendra de la façon dont ils procéderont et dont ils seront préparés, ainsi que des efforts qu'ils exerceront pour élever le niveau économique et de l'enseignement du pays.

"Il ne saurait y avoir de progrès si ces niveaux sont abaissés, et l'United Tanganyika Party maintient le principe selon lequel l'acheminement vers l'autonomie doit se faire en pleine connaissance des responsabilités que cela implique et le niveau le plus élevé d'efficacité, d'honnêteté et d'intégrité doit être respecté."
(interprétation de séance)

Je crois que l'on peut résumer tout ceci de la manière suivante. Tout d'abord, l'United Tanganyika Party est un parti multiracial. Comme je l'ai dit ce matin, quelque 80 pour 100 de ses membres sont africains; les autres sont des Européens et des Asiatiques. Ensuite, l'United Tanganyika Party se rend compte

LC/AB

T/PV.813
- 64/65 -

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

que le progrès dans les domaines économique et de l'enseignement constitue les assises nécessaires au progrès politique. Enfin, ce parti estime que l'évolution vers l'autonomie doit être progressive et s'accomplir en pleine connaissance des responsabilités que cela implique, en d'autres termes qu'elle doit se faire pas à pas.

Le représentant du Guatemala m'a demandé si je pouvais indiquer dans quelle mesure la politique de l'autre parti - le TANU - s'écarterait de la politique de l'United Tanganyika Party. Je dirai tout d'abord que le TANU, comme son nom le laisse entendre, n'est pas un parti multiracial; en effet, il n'est pas possible, me dit-on, pour des non-Africains d'y adhérer. C'est un parti exclusivement raciste.

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

En second lieu, jusqu'à maintenant, il n'a guère montré qu'il était partisan du progrès, tant dans le domaine économique que dans celui de l'enseignement, comme condition préalable au progrès politique. En fait, le président de l'Union, dans un de ses tracts récents, a déclaré que l'instruction n'était pas une condition nécessaire pour l'accession à l'autonomie et que les Africains du Tanganyika devaient pouvoir, s'il était nécessaire, mal administrer leurs propres affaires.

En troisième lieu, comme on s'en rendra compte par suite de précédentes observations faites devant le Conseil, il n'est pas évident que le parti soit favorable à une politique progressive, c'est-à-dire à des élections commençant par le suffrage qualitatif. Le parti estime - ou, en tout cas, certains de ses porte-parole - qu'il faut établir immédiatement le suffrage universel.

Je crois que ces trois éléments constituent les différences fondamentales entre les deux partis politiques.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial pour les renseignements très complets qu'il m'a donnés et qui dissipent certains de mes doutes.

Dans une réponse donnée à d'autres membres du Conseil, le Représentant spécial a dit qu'il ne pouvait nous fournir de chiffres quant au nombre d'adhérents de chacun des partis. Pourrait-il nous indiquer - ce serait, bien entendu, une opinion personnelle qu'il nous donnerait - comment chacune de ces deux façons d'envisager l'avenir du Territoire a influencé l'opinion publique ?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il me déplairait fort de jouer le rôle de prophète. Je préfère personnellement attendre pour voir les résultats des premières élections qui auront lieu en septembre 1958. Je dirai seulement, comme l'a mentionné ce matin un autre représentant, que le United Tanganyika Party a vu augmenter le nombre de ses adhérents d'environ 500 membres par mois. C'est ce qu'on nous a dit et je n'ai pas de raison d'en douter. D'autre part, je crois que la Tanganyika African National Union a recruté des adhérents à un rythme assez rapide. Toutefois, nous devons être assez circonspects dans l'emploi du mot "adhérents". Il est très possible qu'un homme qui adhère à l'un ou l'autre de ces deux partis croie qu'en versant un droit - de deux shillings par an dans le cas du TANU - il devient membre à vie. On m'a dit que très peu de membres payaient leur cotisation une deuxième fois. Je dois

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

ajouter que, peu avant mon départ du Territoire, les dirigeants du TANU avaient déposé trois ou quatre plaintes contre certains de leurs adhérents, demandant une enquête et affirmant que certains de leurs membres et de leurs dirigeants étaient partis avec des sommes considérables. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de plainte de ce genre de la part du United Tanganyika Party. C'est peut-être également un élément de différence entre ces deux partis.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Certaines des questions que je me proposais de poser l'ont déjà été par d'autres membres du Conseil, de sorte qu'il m'en reste très peu. La première résulte d'une déclaration que le Représentant spécial a faite aujourd'hui. Il a dit, parlant de lui-même, qu'il n'avait pas encore le droit de vote dans le Territoire. Cette déclaration m'a paru assez étrange. J'avoue que je ne pensais pas qu'un administrateur, le représentant de l'Autorité administrante, ou une personne assumant ces fonctions dans le Territoire, puisse avoir le droit de vote, indépendamment de la question de savoir depuis combien de temps il était établi dans le Territoire. Je crois qu'il y a là une situation particulière au Tanganyika car, à ma connaissance, elle ne se retrouve dans aucun autre Territoire sous tutelle. Je serais heureux que le Représentant spécial voulût bien m'expliquer la situation. Est-ce que les fonctionnaires qui représentent l'Administration - particulièrement les fonctionnaires européens, les fonctionnaires britanniques - votent dans le Territoire? Je crois qu'il en est ainsi; mais je voudrais savoir si la politique du gouvernement est de l'encourager.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La réponse immédiate est qu'ils ne votent pas parce que, jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'élections. Mais, si un fonctionnaire gouvernemental remplit les conditions requises et quelle que soit sa race; si, sur les cinq années précédentes, il a résidé dans le Territoire pendant trois ans, il peut demander son inscription sur les listes électorales et il pourra voter le moment venu. Je ne crois pas qu'il y ait là quoi que ce soit d'extraordinaire. En effet, dans une réponse au représentant de l'Union soviétique, j'ai dit que le Gouvernement du Tanganyika n'avait pas pour politique de placer les fonctionnaires gouvernementaux dans une position privilégiée, c'est-à-dire de leur donner un droit de vote dont d'autres ne jouiraient pas; mais il ne serait pas plus raisonnable de les placer dans une situation désavantagée. Au Royaume-Uni, les fonctionnaires ont exactement

MG/SF

T/PV.813
-68/70-

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

le même droit de vote - il ne s'agit pas pour eux d'être candidats - que tous les autres citoyens. L'application de ce principe au Tanganyika me semble, et semble au gouvernement, parfaitement logique.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : J'aurai quelque chose à dire sur ce point ultérieurement et je n'insiste pas pour le moment.

Ma deuxième question se rapporte aux conseils de gouvernement local. Je suis certain que l'Autorité administrante entend stimuler le développement des conseils de gouvernement local. En conséquence, j'aimerais savoir si l'accent que l'on met sur l'élément multiracial n'entrave pas ce développement.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il faut faire ici une distinction entre deux groupes d'autorités locales : celles qui fonctionnent dans les villes et les conseils des régions rurales. Dans presque toutes les villes, il y a des représentants des trois principales collectivités du Territoire et, au début du développement du gouvernement local dans les centres urbains, les conseils représentent l'ensemble des intérêts.

Il est naturel qu'avec le développement du système électoral et son extension à ces zones urbaines, le caractère multiracial des organisations de gouvernement local urbain soit maintenu. Cependant, la chose est entièrement différente dans les zones rurales, particulièrement dans celles où il y a une population presque exclusivement africaine. Je peux assurer le représentant de la Syrie que, dans ces régions, il ne sera pas question de forcer les représentants des autres collectivités à faire partie de l'autorité autochtone, à moins, comme cela a été le cas dans certaines circonstances, que l'autorité autochtone indique qu'elle souhaite la collaboration et l'aide de quelques représentants des autres races immigrantes; par exemple, dans plusieurs régions, l'autorité autochtone a demandé si des Européens et des Asiatiques non fonctionnaires pourraient être cooptés non pas encore sur une base formellement légale ou juridique, mais être cooptés aux fins de voir en quelque sorte comment la chose pourrait fonctionner. Mais il n'est pas le moins du monde question d'en faire une obligation et si, dans une région donnée, cette proposition rencontre une opposition, elle ne sera pas imposée. En fait, il n'y a que deux Conseils de district désignés par la loi dans lesquels toutes les races sont représentées, et dans ces deux cas cela fut fait en accord avec le vœu de l'opinion publique. Tout cela revient en fait à ce que j'ai dit il y a un instant : pour ce qui est du gouvernement local, la méthode qui consiste à réagir à la demande du public est essentiellement souple. Si le public le demande, il est possible de déférer à son désir. S'il ne le demande pas, on ne le lui imposera pas.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : J'ai une ou deux questions à poser au sujet des partis politiques. Tout d'abord, je voudrais demander au Représentant spécial si le Gouvernement du Tanganyika exige que les partis politiques soient autorisés dans chaque district; autrement dit, exige-t-on que les partis soient légalement reconnus dans l'ensemble du Territoire ou exige-t-on d'un parti, une fois qu'il a été reconnu dans l'ensemble du Territoire, qu'il demande une autorisation chaque fois qu'il désire établir une section dans un district ou dans une province?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Oui, la réponse à cette question est qu'une représentation séparée des sections des partis est exigée; cela est dû au fait que les partis estiment cela plus commode. Ils préfèrent organiser leurs sections de telle manière que celles-ci constituent en quelque sorte des entités séparées. Elles se trouvent toutes chapeautées par le même organisme, mais ce sont des organisations séparées. En fait, pour l'un des partis dont nous avons parlé cet après-midi, chaque fois que le gouvernement attire l'attention sur des désordres survenus dans une section, on lui oppose l'argument suivant : "nous n'avons pas de contrôle sur cette section, elle se conduit comme bon lui semble". Donc, la constitution des sections est telle que les partis eux-mêmes demandent à être enregistrés et sont normalement enregistrés.

M. RIFAT (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial nous a dit il y a un moment que le Tanganyika African National Union poursuit une politique raciste. J'avais l'impression, d'après ce que j'ai lu au sujet des objectifs déclarés par les dirigeants du parti, que le Tanganyika African National Union ne poursuivait aucun objectif différent de ceux du United Tanganyika Party, tels que le Représentant spécial nous les a présentés cet après-midi. J'ai maintenant sous les yeux une déclaration de M. Nyerere qui ne paraît être entièrement conforme à l'ensemble des principes du United Tanganyika Party que le Représentant spécial nous a lus cet après-midi, ou tout au moins ne pas s'en éloigner sensiblement.

Il a dit devant la Quatrième Commission :

(interprétation de séance)

"Au Tanganyika, nous sommes décidés à aller progressivement vers notre but : l'autonomie. Nous sommes décidés à ce que les Européens et les Asiatiques qui ont résolu de vivre de façon permanente au Tanganyika jouissent des mêmes droits politiques que tout autre habitant du Territoire. Nous nous opposerons à toute discrimination de race, de couleur ou de religion. Mais nous ne sommes pas prêts à accepter qu'une partie de notre population soit traitée comme des citoyens de second rang dans notre propre pays."

La seule différence qui me vienne à l'esprit à l'heure actuelle, c'est que cet homme n'a pas dit expressément qu'il voulait que le Tanganyika soit dans l'avenir membre du Commonwealth. C'est sans doute là la seule différence d'objectif. Le Représentant spécial voudrait-il nous dire si cette interprétation est correcte ou non?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis ni ne souhaite mettre en doute la véracité des paroles citées par le représentant de la Syrie. Mais je signalerai que, quel que soit le sens de ces mots, un fait demeure : personne au Tanganyika, même s'il partage les vues présentées ici, ne peut, s'il n'est pas africain, devenir membre de ce parti, ce qui me semble indiquer qu'il y a un élément de discrimination dans le concept politique du parti en question. Enfin, et c'est peut-être une question secondaire, le nom même du parti est discriminatoire puisqu'il mentionne une seule des trois races installées au Tanganyika .

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : A ce propos également, je voudrais demander au Représentant spécial si les renseignements dont je dispose quant à l'opposition de l'Association asiatique à ce United Tanganyika Party, sont exacts. J'avais l'impression qu'une bonne partie de l'Association asiatique s'opposait au programme du United Tanganyika Party et considérait qu'en fait ce parti mène au racisme ou encourage le racisme dans le Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le seul commentaire que je puisse faire est que le United Tanganyika Party prétend, et ce n'est pas contesté par l'Association asiatique, qu'il a plus de membres asiatiques que cette Association elle-même. Il convient cependant de faire remarquer que l'Association asiatique fait allusion, probablement, à l'Association asiatique de Dar es-Salaam car, comme je l'ai dit, il n'y a pas en fait d'Association asiatique au niveau territorial. Les deux seules organisations qui existent au niveau territorial sont les deux que nous avons mentionnées. Mais il n'en demeure pas moins vrai que le United Tanganyika Party prétend avoir davantage de membres asiatiques que l'Association asiatique elle-même. Il l'a dit fréquemment, et je ne crois pas que cela ait été contesté.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais): Ma dernière question touche un domaine à l'égard duquel le Représentant spécial, m'a-t-on dit, a des responsabilités assez étendues. Je veux parler de l'immigration. Pourrait-il donner des renseignements au Conseil sur la politique du Gouvernement de Sa Majesté et de l'Autorité administrante à cet égard?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial)(interprétation de l'anglais): Ainsi que le savent peut-être les membres du Conseil, la nouvelle ordonnance sur l'immigration a été adoptée en décembre dernier par le Conseil législatif, mais n'est pas encore entrée en vigueur. Je pense qu'un certain nombre de lois complémentaires sont en préparation à l'heure actuelle. Nous espérons que cet ensemble de lois, qui définiront le problème général de l'immigration, entrera en vigueur à partir du 1er août.

Je crois qu'il est juste de dire que l'ordonnance en question impose certaines restrictions à l'immigration. Elle rend l'accès du Tanganyika un peu plus difficile aux émigrants que ce n'était le cas auparavant. Etant donné le nombre croissant d'habitants du Territoire, Africains, Asiatiques et Européens, il y a de moins en moins de raisons d'autoriser un courant d'immigration aussi important que celui qu'ont connu les années précédentes.

Pour répondre à la deuxième partie de la question du représentant de la Syrie, je dirai que si ce problème l'intéresse, je pourrai lui faire parvenir un exemplaire de la loi dont j'ai parlé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je ne pense pas que cette question relative à l'immigration tombe réellement dans le domaine que le Conseil examine pour le moment.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais): Je prie le Conseil de m'excuser si j'ai posé une question n'entrant pas dans le cadre du débat actuel. Je pensais que l'immigration relevait du domaine politique puisqu'il s'agit en fait d'une question de politique générale.

Je remercie le Représentant spécial pour l'offre qu'il m'a faite de me faire parvenir un exemplaire de l'ordonnance, offre que j'accepte avec plaisir car cette question m'intéresse vivement.

N'ayant plus de questions à poser, je remercie le Représentant spécial d'avoir si clairement répondu à toutes celles que je lui ai soumises.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais):

Ma délégation a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration liminaire du Représentant spécial. Il me semble que les nuances qui existaient entre la façon de voir du Gouvernement du Tanganyika et celle de mon propre Gouvernement en ce qui concerne la fixation de dates intermédiaires se sont considérablement atténuées.

Voici ma première question : Je crois savoir qu'il y a, dans le Territoire, environ 9 millions d'Africains et 90.000 Asiatiques, hommes, femmes et enfants. Je voudrais demander au Représentant spécial combien d'Européens vivent au Tanganyika, et combien d'entre eux sont installés là-bas de façon permanente?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Un recensement a eu lieu récemment dans le Territoire et je crois pouvoir dire au représentant des Etats-Unis que les Européens vivant au Tanganyika sont approximativement 20.000. Les Asiatiques, y compris les Indiens et les Pakistanais, sont au nombre de 72.000. Il y a en outre 20.000 Arabes et quelque 10.000 Somalis. La population non africaine s'élève, au total, à 123.000 personnes.

Pour répondre à la deuxième partie de la question que m'a posée le représentant des Etats-Unis, je dirai que le nombre des Européens, hommes, femmes et enfants, définitivement installés dans le pays doit s'élever à quelque 3.000 personnes.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): Le Représentant spécial a dit, je crois, ce matin, que bien qu'une estimation soit difficile, on peut prédire que 120 à 200.000 Africains s'inscriront pour prendre part aux élections. J'aimerais savoir quelle sera, selon les prévisions, la proportion des Asiatiques et des Européens qui s'inscriront?

M. FLETCHER -COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Je ne puis, bien entendu, avancer qu'une hypothèse, mais je dirai que les électeurs asiatiques seront une vingtaine de milliers et les Européens ? ou 8.000, au maximum. Je ne puis, bien entendu, garantir ces chiffres qui ne sont fondés sur d'autre élément que le nombre total des habitants de chaque catégorie.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): Cette réponse me semble assez précise. Je passe à une autre question : comment les candidats au Conseil législatif sont-ils désignés? Dans mon pays, un premier tour d'élections est généralement organisé, chaque parti présentant des candidats pour un poste donné. Le nom des candidats désignés est inscrit sur les bulletins de vote distribués pour les élections finales. Comment se propose-t-on d'agir dans le Territoire?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Toute personne remplissant les conditions requises peut être désignée comme candidat. Il est évident que ces conditions sont un peu plus sévères que celles que l'on exige des simples électeurs. C'est ainsi qu'un candidat doit être désigné par 25 personnes au moins, dont 15 doivent appartenir à son groupe racial. D'une façon générale, on peut dire qu'un candidat doit avoir au moins 25 ans, qu'il doit évidemment être inscrit sur les listes électorales et qu'il doit remplir certaines conditions de résidence. La proportion qui est de 3 ans pour 5, pour être électeur, est de 4 ans pour 6, pour être candidat. En outre, le candidat doit avoir atteint le "standard 12", c'est-à-dire avoir obtenu son certificat d'études. Il doit avoir un revenu annuel un peu plus élevé que celui qui est exigé d'un simple électeur, à savoir 200 livres au lieu de 150.

Telles sont les conditions nécessaires pour être candidat. Il suffit à une personne désireuse d'être candidat et qui remplit ces conditions de parvenir à convaincre 25 autres personnes, dont 15 appartenant au même groupe racial que le candidat, d'appuyer sa candidature.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): Dans ces conditions, les Européens ou les Asiatiques ne pourraient-ils, puisqu'il suffit de 25 électeurs pour désigner un candidat, présenter chacun 10 candidats, par exemple, et accaparer ainsi les votes?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais):

Ils ne pourraient, par cette méthode, que diviser leurs propres votants entre leurs propres candidats, puisque chaque groupe racial a un siège pour chaque siège attribué à chacun des autres groupes. Si, donc, les Européens présentaient 20 candidats pour leurs sièges, cela n'aurait aucune influence sur la désignation des élus africains.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ceci répond bien à la question que j'avais posée. Je passe à une autre.

Si les électeurs, africains sont plus nombreux que les Asiatiques et les Européens dans la plupart des circonscriptions, il me semble qu'ils arriveront à avoir le contrôle sur la fraction des membres du Conseil qui sont élus et que, très vite, le Conseil sera divisé en deux camps : les membres fonctionnaires et ~~non~~ les membres non fonctionnaires. Cette séparation pourrait avoir un effet à la fois intéressant et important sur la naissance d'un système ministériel. Etant donné que cela pourrait se produire dans un délai de quatre ou cinq ans, je serais heureux que le Représentant spécial commente l'aspect que je viens de décrire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris le représentant des Etats-Unis, il pense qu'il se produira une scission parmi les membres : d'un côté les représentants élus et, de l'autre, les représentants désignés par le gouvernement; pour le moment, le nombre de ces membres reste le même : 30 membres représentants et 31 membres nommés par le gouvernement.

Pour ce qui est des membres représentants, c'est-à-dire des membres élus, il ne fait pour moi aucun doute que la présence de ces membres du Conseil législatif causera des discussions plus mouvementées au sein de cet organe. Par contre, du côté exécutif, c'est de propos délibéré que nous avons adopté le système ministériel. Je peux, dans l'avenir, voir le moment où, après le premier ou le deuxième tour de scrutin, le Gouverneur - qui nomme les Ministres comme c'est, en fait, le cas pour le chef de l'exécutif ou le Premier Ministre de tous les autres pays - invitera quelques-uns de ceux qui ont été élus à exercer les fonctions de ministres. Mais cette offre sera soumise à deux conditions : en premier lieu, que ces candidats n'aient pas, au cours de leur campagne électorale, fait état d'un programme entièrement antigouvernemental; et, en second lieu, que, tant qu'ils resteront membres du gouvernement en qualité de ministres, ils seront prêts à assumer la responsabilité collective des décisions gouvernementales et qu'après avoir exposé leurs vues au Conseil exécutif ou au Conseil des ministres ils donneront ensuite, publiquement et en privé, leur appui loyal au gouvernement;

s'ils étaient incapables d'adopter cette ligne de conduite, ils devraient donner leur démission. Je ne vois donc pas comment un large fossé pourrait se créer entre eux; je pense qu'il sera comblé comme je viens de l'indiquer.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis de faire ici une remarque, en me fondant sur l'expérience personnelle que j'ai acquise dans un territoire voisin dont la situation ne diffère pratiquement pas à cet égard de celle du Tanganyika. Nous avons constaté que les intérêts du gouvernement et les intérêts du peuple défendus par les membres élus ou les représentants tendaient, au sujet des questions principales, à être identiques; je pense que ceci peut être d'une certaine influence sur la question posée par le représentant des Etats-Unis.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'en arrive à ma dernière question. Nous avons beaucoup entendu parler ici de la Tanganyika African National Union et de son Président M. Julius Nyerere. Nous avons toujours pensé que M. Nyerere était un nationaliste mais un homme d'opinions modérées; nous sommes navrés d'apprendre que le Gouverneur ait jugé nécessaire d'apporter des restrictions aux réunions publiques auxquelles M. Nyerere pourrait prendre la parole. Mais cette question relève entièrement de l'autorité du Gouverneur et nous ne voudrions apporter aucune complication dans ces questions par nos observations. Je me bornerai donc à demander au Représentant spécial si l'interdit qui frappe M. Nyerere en ce qui concerne les réunions publiques est permanent ou temporaire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour le procès-verbal de cette séance, je tiens à préciser qu'aucune instruction n'a été donnée pour interdire à M. Nyerere de prendre la parole en public, et cela non seulement pour le moment actuel, mais également pour une période de temps déterminée ou indéterminée. Voici comment les choses se passent. Une demande est présentée afin d'obtenir l'autorisation de convoquer une réunion; cette demande est présentée conformément à la section de l'Ordonnance à laquelle j'ai fait allusion il y a quelques moments; chaque demande est examinée séparément. En fait, jusqu'à présent les circonstances ont été telles qu'il n'a pas été possible d'accorder l'autorisation à M. Nyerere de prendre la parole en public. Cette

interdiction - j'emploie le mot, mais il ne décrit pas exactement la situation - ne peut naturellement pas être précisée au point de vue du temps.

En d'autres termes, il n'existe pas une interdiction permanente faite au Président de la Tanganyika African National Union en ce qui concerne ses discours prononcés en public; en fait, le Gouvernement du Tanganyika désire laisser, au sujet des discours prononcés en public sur des questions d'intérêt politique, la plus grande liberté possible; de toute évidence, nous travaillons, en qualité de gouvernement, à instaurer des élections; si l'expérience doit être fructueuse, il faut que la vie politique du pays soit saine. Notre unique préoccupation est d'assurer le maintien de la loi, de l'ordre, de la paix et de la bonne administration. C'est pourquoi nous étudions les conditions dans lesquelles le gouvernement pourrait, en toute sécurité, accorder aux dirigeants de la Tanganyika African National Union la permission d'avoir des réunions publiques en plein air, y compris la possibilité de donner la parole au Président, M. Nyéréré. La question est à l'étude en ce moment et, très certainement, il n'existe aucune interdiction permanente.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial pour sa très intéressante réponse.

M. DORSINVILLE (Haïti) : De nombreuses questions très intéressantes ont été posées; des réponses non moins intéressantes ont été fournies par le Représentant spécial; ces réponses ont éclairé divers aspects de la situation politique au Territoire.

Personnellement, je voudrais inviter le Représentant spécial à faire quelques commentaires sur un certain aspect de cette situation. Nous savons que la politique de l'Autorité administrante est fondée sur une conception multiraciale. Au sein du Conseil législatif, il y a une représentation paritaire.

Dans sa déclaration liminaire et ce matin encore en réponse à une question, le Représentant spécial a dit que la représentation au Conseil législatif est basée, non pas sur la couleur, mais plutôt sur les circonscriptions, en ce sens qu'un membre de chaque race est nommé dans chacune des huit provinces et à Dar es-Salam.

Le Représentant spécial voudra-t-il admettre qu'il peut être tout à fait plausible, pour celui qui ne vit pas dans le Territoire, de s'étonner de cette représentation paritaire obligatoire, étant donné le nombre des personnes appartenant à chacune des trois races principales, et de penser que ce système - qui, dit-on, doit durer très longtemps dans le Territoire - risque de développer un complexe d'infériorité susceptible plutôt de ralentir que d'accélérer l'évolution politique des Africains? Si le Représentant spécial voulait bien commenter cet aspect de la situation, je lui en serais tout particulièrement reconnaissant.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne peux qu'être d'accord avec le représentant d'Haïti. Le visiteur de passage au Tanganyika qui prendrait connaissance des chiffres du dernier recensement de la population peut, à première vue, se demander pourquoi les dispositions en question ont été prises. D'autre part, il faut se rappeler - et nous ne le répéterons jamais assez - qu'à l'heure actuelle, les membres représentants qui font partie du Conseil législatif ne représentent pas leur propre collectivité.

TS/SN

T/PV.813
-86-

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial,

Ils représentent l'ensemble des électeurs de leur circonscription, c'est-à-dire qu'un Africain ne représente pas seulement les Africains de sa circonscription et un Européen seulement les Européens de sa circonscription. Ils représentent l'ensemble des électeurs. La raison n'est pas d'ordre numérique. Elle réside dans la contribution faite jusqu'à maintenant au développement du Territoire. C'est tout simplement une règle assez rudimentaire. Le capital, l'esprit d'initiative, le travail etc. qui ont été consacrés au développement du Tanganyika pour l'amener à son degré actuel entrent en ligne de compte. Il ne s'agit pas d'un calcul arithmétique en proportions égales. Ici, les chiffres n'interviennent pas.

La communauté d'immigrants paye une part très considérable des impôts perçus tous les ans; d'avantage, certainement, que la très importante collectivité africaine.

Les circonstances qui se sont affirmées au cours des 20 ou 30 dernières années sont, de toute évidence, en cours d'évolution. La contribution de la collectivité africaine du Tanganyika augmente d'année en année. Ainsi que les membres du Conseil s'en souviendront le United Tanganyika Party a indiqué dans son manifeste que, bien qu'il soit en faveur d'une façon multiraciale d'aborder les problèmes, il est clair que la participation des Africains au gouvernement ne cessera d'augmenter et que, pour reprendre les termes mêmes du manifeste, "le gouvernement deviendra essentiellement africain".

Dans ces questions, il y a surtout une évolution progressive. Je puis dire, que, à l'heure actuelle, les dispositions prises semblent adaptées aux circonstances. Mais nous avançons vite dans le domaine politique et constitutionnel. Ainsi que je l'ai déjà dit, si, à un moment quelconque les dispositions prises ne sont plus adaptées aux circonstances, le Gouvernement du Tanganyika sera le premier à envisager des modifications.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Je remercie le Représentant spécial de sa réponse qui, peut-être, n'a pas couvert tout le champ de la question que j'avais posée. Mais il a donné des indications qui, à son sens, expliquent la situation actuelle. Je ne me propose pas, à ce stade, d'exprimer une opinion à cet égard. D'ailleurs, je crois que la position de ma délégation est bien connue. Toutefois, la réponse du Représentant spécial est intéressante et on pourra en tirer profit.

M. Dorsinville (Haïti)

Je voudrais passer à une deuxième question. Je crois que le Représentant spécial a dit que l'obligation de voter pour les candidats des trois races n'est pas inscrite dans la loi, mais que l'Administration a indiqué que les bulletins qui ne comporteraient pas les marques correspondantes pour les candidats des trois races seraient considérés comme nuls. Comment peut-on prendre une telle décision s'il n'existe pas de prescription expresse dans la loi? A moins qu'il ne s'agisse d'une erreur d'interprétation, il me semble que c'est ce que le Représentant spécial nous a dit.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Sans doute me suis-je mal expliqué lorsque j'ai dit que la loi n'obligeait pas les électeurs à voter pour trois candidats. Cette affirmation contenait deux idées. Tout d'abord, que nous ne songions pas à rendre le vote obligatoire; ensuite, que, même si nous le faisons, nous n'envisagions pas de constituer en délit le fait de ne pas voter pour trois candidats. Bien entendu, ainsi que l'a compris le représentant d'Haïti, la loi prévoit qu'un bulletin de vote qui envisage des élections contestées pour les trois sièges devra porter une croix en regard de chaque nom pour être valable; sinon il ne sera pas valable selon la loi.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je désirerais poser une question au Représentant spécial qui découle d'une autre question très intéressante posée par le représentant des Etats-Unis.

Le Représentant spécial a parlé des restrictions imposées au président et aux dirigeants de la Tanganyika African National Union et j'aimerais savoir, à ce propos, sous quelles conditions l'Administration pourra envisager de lever lesdites restrictions. En d'autres termes, que devront faire éventuellement ces dirigeants pour avoir de nouveau le droit de s'exprimer publiquement?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ainsi que je l'ai dit en réponse à une autre question, le principe directeur en la matière a été le désir et, en fait, l'obligation du Gouvernement du Tanganyika de maintenir l'ordre. Il n'y a pas eu, certes, une volonté d'étouffer les commentaires, les critiques, les opinions exprimées. Nous en trouvons la preuve, je l'ai déjà souligné, dans le fait que le président de la Tanganyika African National Union est parfaitement libre - et il ne s'en prive pas - d'exprimer ses vues une fois par semaine, parfois deux, sous forme de publication de tracts et

TS/SN

T/PV.813
-88/90-

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

autres brochures. Il adresse des lettres - j'en ai vu personnellement - à la presse anglaise ou autre, au Tanganyika. Il a également pris la parole dans de nombreuses réunions de sa propre organisation, dans différents locaux. Les vues qu'il exprime ne nous inquiètent que dans la mesure où, si elles sont exposées avec une certaine émotion et en présence d'une grande foule, elles peuvent, involontairement, provoquer une situation que lui-même ne désire peut-être même pas, ce que j'ignore, car je ne connais pas les mobiles qui l'inspirent.

Mais si, en exprimant ses opinions il montre - ce qui lui est encore possible - qu'il se rend compte du danger que présentent ces réunions de masses et la nature des discours qu'il y prononce, je suis certain qu'il en sera dûment tenu compte dans l'examen de la situation que j'ai mentionné en réponse à une question du représentant des Etats-Unis.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser une question subsidiaire. Elle concerne le côté de l'Administration au Conseil législatif. Sur les trente et un membres qui font partie du Conseil du côté de l'Administration, il y a huit membres d'office. Les vingt-trois autres sont désignés, pour reprendre la terminologie employée ici. Je suppose que ce côté de l'Administration ne fonctionne pas comme un parti politique. En d'autres termes, avant que les propositions de l'Administration soient présentées au Conseil législatif, il n'y a pas consultation avec les membres désignés. Mais je suppose qu'en ce qui concerne les propositions de l'Administration, les membres désignés, invariablement, voteront avec l'Administration. Auront-ils une liberté d'action en ce qui concerne les questions non proposées par l'Administration?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je m'efforcerai de préciser la situation, car elle est assez compliquée. En premier lieu - c'est une petite précision - il y a maintenant neuf membres d'office. En effet, depuis que le rapport a été établi, un nouveau poste - celui que j'ai l'honneur d'occuper - a été créé à compter du 1er juillet de l'année dernière. Il s'agit du poste de Ministre des affaires constitutionnelles qui couvre la tâche considérable que représentent l'évolution constitutionnelle du Tanganyika et ses répercussions à l'extérieur, ainsi que la représentation au Conseil de tutelle.

En second lieu, la procédure est la suivante : les projets de loi sont, bien entendu, présentés au Conseil exécutif qui comprend six membres non fonctionnaires; tous, sauf un, sont, en fait, membres du Conseil législatif. Nous avons également une réunion, immédiatement avant chaque session du Conseil législatif, au cours de laquelle les propositions de l'Administration sont soumises aux membres non fonctionnaires désignés. Ceux-ci peuvent, à cette réunion, poser toutes les questions qu'ils désirent et demander des précisions. Si une forte opposition se manifeste à une proposition donnée ou à une partie d'une proposition, je suis à peu près certain que l'Administration reconsidérera la question. En fait, il est peu probable qu'il en soit ainsi car, comme je l'ai indiqué, il y a six membres non fonctionnaires au Conseil législatif et si une telle opposition se manifestait, l'Administration en serait informée bien avant la réunion avec les membres non fonctionnaires désignés.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Une personne qui accepte d'être nommée membre non fonctionnaire désignée doit se conformer aux vues de l'Administration, en ce sens qu'elle doit voter avec l'Administration, à moins qu'il ne s'agisse d'un vote libre. Dans ce cas, le Conseil législatif - et, plus particulièrement, le côté de l'Administration - est avisé qu'il s'agit d'un vote libre et alors, bien entendu, ce membre peut voter comme il le désire, ce qui est vrai également pour les membres fonctionnaires, les membres d'office.

Il y a eu un vote sur la question du droit de vote des femmes aux élections de gouvernement local, où le Conseil législatif s'est trouvé divisé sur toute la ligne. Le vote était libre et l'on a pu voir des membres fonctionnaires, du côté de l'Administration, échanger leurs arguments, les uns étant en faveur de cette proposition et les autres y étant opposés. Ainsi, il y a des occasions où un vote libre est permis au Conseil législatif.

J'espère et je crois avoir ainsi répondu aux différents points soulevés par le représentant de l'Inde.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial. Il a, en effet, répondu de façon complète à mes questions.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil tiendra encore deux séances demain, à 10 h. 30 et à 14 h. 30. Les membres du Conseil pourront, s'ils le désirent, poser des questions dans le domaine économique et, plus tard, sans doute, dans les domaines du progrès social et de l'enseignement.

La séance est levée à 17 h. 55.